

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

(Paris-Midi du 25 août)

...et qui sont
bien cotées en Bourse!

(Voir la suite en 4^e page).

d'Extrême-Orient, qui pourrait bien être l'événement essentiel du XX^e siècle. Ce que le capitalisme risque d'y perdre ne nous intéresse pas. Nous ne pouvons que souhaiter, au contraire, que la libération des peuples qui sont écrasés sous le talon de fer du colonialisme anglais, français ou russe. Par contre, nous ne pouvons pas rester indifférents devant les répercussions internationales d'un conflit qui, de toutes façons, engage d'énormes intérêts et ne se terminera pas sans une intervention des puissances.

Voilà pourquoi la vigilance s'impose plus que jamais.

LASHORTES.

SAVEZ-VOUS QUE...

Voilà un mois, Winston Churchill, signalait aux communes les dangers que faisaient courir à la possession anglaise de Gibraltar les positions militaires prises par les Allemands dans la région d'Algésiras.

« Le mouillage de Gibraltar peut à tout instant devenir inutilisable pour la flotte britannique », écrit-il dans Paris-soir. Et il ajoute « La fortification par l'Italie du rocher dénudé de Panellieria, entre Malte et l'extrême promontoire africain est dirigée contre la Grande-Bretagne, et contre la Grande-Bretagne seulement ».

ANTICIPANT sur les grandes manœuvres italiennes, le député conservateur fait part au gouvernement italien du désir anglais de faire renaitre entre les deux pays la vieille amitié (pour une disposition amicale des forces militaires en Méditerranée et des richesses matérielles qu'elles surveillent). Mais, termine-t-il, cette unité ne peut pas être réalisée « sur la base d'un essai de transformation de la Méditerranée en lac italien ».

Premières passes entre une nation qui touche au sommet de sa puissance militaire (Italie) et une Angleterre qui attend pour élever la voix d'avoir atteint la première étape de son réarmement forcé.

Gibraltar, Malte, et la Mer Rouge sont des bases militaires indispensables à l'expansionisme anglais.

Et les canons de l'Empire seront bientôt là pour rappeler à l'ordre ceux sur qui les promesses, les conseils et les menaces n'agissent plus.

Le patronat mène une campagne effrénée contre une soi-disant sous-production. Il trouve trop souvent écho dans les syndicats ouvriers. Mais les chiffres fournis par les patrons eux-mêmes se chargent de dégonfler ces vessies de banale réaction anticouvrière.

Les statistiques du Comité des forges nous apprennent que 685.000 tonnes de fonte ont été produites en juin 1937 contre 470.000 tonnes en juin 1936. En augmentation de 215.000 tonnes, près de 50 %.

Pendant le premier semestre 1937 la production atteint 3.819.000 tonnes et 3.337.000 tonnes pour la période correspondante de 1936. Soit une augmentation de 719.000 tonnes et 575.000 tonnes, c'est-à-dire 23 % et 17 %.

Val-t-on cesser auprès des ouvriers ce chantage à la production qui n'a même pas l'excuse de la vérité ?

DES 1934, l'U.R.S.S. occupait la deuxième place des producteurs d'or dans le monde. Elle distançait les Etats-Unis et le Canada avec une exploitation de fortune.

Depuis les ingénieurs russes se sont efforcés d'améliorer cette production par l'industrie tout en diminuant des prix de revient trop élevés.

Pour cela on utilise à l'extraction les condensés politiques et de droit commun (près de 600.000 d'ion en 1936).

D'autre part, les installations électriques, et les moyens de transport sont améliorés. Excavateurs et dragues produits en plus grande quantité par l'industrie russe ont accru le rendement. La nature alluvionnaire des nouveaux gisements d'or permet enfin une exploitation plus facile sans frais énormes d'installation.

La production est passée de 1.800.000 onces en 1932 à 7.000.000 en 1936. Le gouvernement utilise principalement à reconstituer son stock de guerre et à ses larges besoins de propagande extérieure.

L'or de Moscou n'est plus seulement une image. On grossit en U.R.S.S. cette masse d'or utilisable à toutes fins. L'intérêt du gouvernement russe de conserver à l'or toute sa puissance n'est pas pour rien dans la propagande effrénée de notre P. C. contre la dévaluation, dans une France peu à peu détachée du bloc-or.

LES chiffres fournis par la S.D.N. nous apprennent que le Japon est la deuxième puissance aérienne du monde surpassant l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie et de très loin les Etats-Unis.

Ses forces navales, du quart inférieures, en tonnage, à l'Angleterre et aux Etats-Unis dépassent la France et l'Italie, laissant loin derrière l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Excellentes raisons pour réclamer au monde sa part de butin.

Si l'on ajoute à cela un territoire stérile, instable et surpeuplé, en plein épanouissement industriel, sacrifié dans le partage mondial des richesses, dominé par une clique militaire instruite, avide et sans scrupules, on peut pronostiquer un long chapitre de guerres surnoisées ou déclarées en Extrême-Orient.

La présente expédition japonaise est le deuxième acte d'un plan général dont on avait sous-estimé l'ampleur et la préparation soignée.

Une économie de misère, comme celle du Japon, dans un monde égoïste et pourri ne peut être qu'une économie de guerre. Pour ce pays, manifester par les armes son droit à l'expansion est une nécessité vitale. On n'imposera ni par la diplomatie ni par la force un état de choses contraire à la raison des nations.

Retenir le monde est une nécessité quotidienne.

Sous la botte

En d'autres temps, la plupart de ceux qui aujourd'hui font la pluie et le beau temps au Front populaire (plus souvent la pluie), ont dénoncé devant des électeurs éventuels le danger des armements, l'action néfaste des Etats-Majors et la vanité des patries. Champions d'idées nouvelles, humanitaires et internationalistes, ils portaient alors dans les quartiers populaires l'espérance d'un monde meilleur, affirmant leur aptitude personnelle à le construire. Et parce que la confiance des foules n'a d'égale que leur naïveté, et parce que l'appareil digestif est chez certains individus si bizarrement constitué qu'il détermine un assoupissement de la conscience et une disposition particulière à la trahison, les mêmes beaux parleurs sont aujourd'hui mandatés par les mêmes foules pour réaliser la société nouvelle, et tous font exactement l'opposé de ce qu'ils avaient promis.

Cette histoire, dira-t-on, n'est pas très neuve et frise assez sensiblement la banalité. Hélas ! Constatons et déplorons que malgré qu'elle soit connue de tous et que chacun en ait été victime, elle se renouvelle chaque fois avec le même succès.

Cela dit, et sans vouloir épiloguer plus longtemps sur des lapalissades, il est bon de signaler toutefois que les élus du Front populaire ont dans ce domaine pulvérisé bien des records. Peut-être ont-ils abusé des serments « solennels et inviolables » clamés au pied des statues ? Toujours est-il que depuis leur arrivée au pouvoir, les trois fameux points du fameux serment sont de plus en plus en mauvaise posture.

En vertu du vieux principe qui recommande de parler aux malheurs le plus immédiatement, nous examinerons la situation dans laquelle se trouve la Paix depuis que sa réalisation incombe au Front populaire, nous réservant de parler un autre fois du Pain, si toutefois M. Bonnet nous en laisse quelques miettes, et de la Liberté ou de ce que les forces conjuguées du patronat, des gardes mobiles et des politiciens en auront fait.

D'ores et déjà, on peut sans risque d'erreur poser cette affirmation : la guerre, impossible si les habitants d'un même pays refusent pour la faire de s'unir et d'abandonner la lutte des classes est devenue possible grâce au Front populaire, qui s'est employé avec profit à anéantir la notion de la lutte des classes au bénéfice de l'idée de patrie.

Depuis ce fameux serment du 14 juillet et ces élections triomphales faites dans un but de transformation sociale, les politiciens du Front populaire ont endormi l'esprit révolutionnaire des masses et y ont substitué un certain sens « national » ; c'est ainsi que le fasciste est moins vilipendé comme partisan d'un régime criminel que comme complice d'Hitler ; le colonel de la Rocque ne fut jamais attaqué parce que militaire et par conséquent « gueule de vache », mais parce que descendant d'émigrés de Coblenz, et partant de mauvais Français. Partout l'idée dominante dans les campagnes contre les droites a été de les dénoncer comme desservant les intérêts de la patrie et par conséquent de poser les membres du Front populaire comme les seuls, les vrais, les uniques patriotes.

Parallèlement, le concept de la défense nationale était intensément développé. On sait le succès qu'a connu la revue du 14 juillet ; on a vu les ministres du Front populaire proposer la militarisation des jeunes et faire défilé les gosses des écoles en rang par quatre devant le « Poilu inconnu » ; et chaque contribuable paie l'augmentation des crédits de guerre.

Enfin, voici le bouquet, le couronnement de ce patriotique édifice : les grandes manœuvres avec participation de la population civile.

Jadis, les habitants des villages traversés par les soldats étaient mis à contribution par l'autorité militaire pour pourvoir à l'hébergement de la troupe.

Ecurante servitude d'un autre âge et que beaucoup de travailleurs paisibles n'accomplissent qu'à leur corps défendant. Selon que la maison était plus ou moins grande et d'apparence vétuste ou coquette, l'habitant devait loger des militaires sans grade des sous-officiers et pochards ou de officiers prétextueux, sans-gêne et impolis. L'hôte en était quitte, après le départ de ces indésirables, pour nettoyer les traces souvent peu reluisantes de leur passage et vérifier le compte de ses objets de valeur, de ses volailles et de son vin bouché.

Une telle mainmise de la soldatesque sur la population ne suffisait pas encore. Il a fallu qu'un gouvernement de Front populaire

élu pour la Paix arrive au pouvoir pour que les civils se voient obligés de participer effectivement à la petite guerre. Dans dix-huit villages français les paysans vont abandonner leurs occupations pour se terrer dans leurs caves, aider les soldats, camoufler leurs maisons. On coupera des arbres, on détruira des végétations, on accumulera sur les toits des feuillets, on maquillera la place du village, on déguisera le clocher. Pendant ce temps, les troupes de rang infime dévoreront des kilomètres, de la poussière et de la nourriture répugnante. Cependant, généraux et haute gradaille discuteront plans en mains, automobiles à l'attente et bon repas en préparation. Et ainsi se consacre définitivement la toute-puissance de l'Etat-major. Le militarisme triomphe et dicte insolentement ses lois au pays qui se réclame de Voltaire et de Diderot.

Qu'en pensent les électeurs du Front populaire ? Semblables aux enfants qui, mis en possession d'une boutique de confiseur se contenteraient d'une pastille de menthe, les « votants » de 1936 s'estiment comblés avec leurs quinze jours de congé. Oubliant que c'est leur action même qui les en fit bénéficier, ils remercient les gouvernants ni plus ni moins que si ceux-ci avaient été les artisans de cette conquête. Quinze jours de vacances ! Quelle aubaine ! Qu'importent désormais les deux ans de service, la guerre à nos portes, le fascisme militaire dictant ses ordres au peuple ? Qu'importent les politiciens, parjures et leur programme enterré, le capitalisme relevant la tête, et préparant ouvertement la prochaine, le patronat arrogant et le flic matraqueur ? L'os à ronger des congés payés fait oublier tout cela.

Cependant on traque les militants suspects d'antimilitarisme, on poursuit les journaux pacifistes, on étouffe toute voix discordante dans le concert d'union sacrée. Le sinistre Dauladier promène sa face de voyou à bord des yachts de gros industriels et ne craint pas ensuite de se faire photographier, en parfait démagogue, dans les cohortes populaires. Type du politicien crapuleux, représentant de la bourgeoisie française cupide et d'une choquant vulgarité, c'est lui le responsable de l'emprise actuelle du militarisme, lui qui ordonne les poursuites contre la presse pacifiste, lui qui refuse qu'on libère les victimes de l'Etat-major. Il est le plus dangereux ennemi du peuple. Le peuple qui voit chaque jour de quoi sont capables la soldatesque et ceux qui la soutiennent comprendra-t-il avant qu'il ne soit trop tard qu'il est dupe de politiciens sans scrupules pour qui le Front populaire n'est qu'un moyen de réaliser cet amalgame de la lâcheté, de la bêtise et de l'asservissement qu'on appelle « Union Sacrée ».

Maurice DOUTREAU.

Rien pour le Gouvernement Negrin !

TOUT pour les travailleurs Espagnols !

D'un bulletin signé de plusieurs organisations, nous extrayons la conclusion avec laquelle nous sommes pleinement d'accord.

Le gouvernement Negrin n'a plus qu'un service à rendre au prolétariat espagnol : s'en aller. Les travailleurs espagnols nous paraissent n'avoir rien de mieux à faire, que de le lui faire efficacement comprendre.

Il n'a servi que la réaction et le stalinisme. S'il dure, l'Espagne antifasciste est perdue parce qu'elle est trahie.

Camarades, Travailleurs de toutes les organisations ! Pas un sou, pas un homme, pas un mot pour le gouvernement Negrin.

Rien pour le gouvernement Negrin ! TOUT POUR LES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE ! En conservant pour l'Espagne ouvrière, on lui prêterait tout votre concours, veiller à ce que vos souscriptions et vos efforts, aillent directement aux organisations en lesquelles vous pouvez avoir confiance : à la C.N.T., à la F.A.I., au P.O.U.M., à l'U.G.T.

Exigez en toutes circonstances, par tous les moyens la légalité et la liberté pour tous les groupements ouvriers d'Espagne, le démantèlement des assassinats de Berneri et de Nin, la liquidation du guépéou, la démission du gouvernement de la défaite et de l'assassinat, le soutien le plus large, le plus incessant, le plus efficace, de la révolution espagnole.

Comité pour la Révolution Espagnole ; Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou. Jeunesse Socialiste (Fédération Autonome). Front Social.

65 0/0 D'AUGMENTATION !

Nous allons être contraints d'augmenter les prix de l'abonnement

AMIS DU "LIBERTAIRE"

Hâtez-vous de souscrire le vôtre !

BULLETIN D'ABONNEMENT

au "LIBERTAIRE"

FRANCE 52 Nos .. 22 fr. 26 Nos .. 11 fr.

ETRANGER 52 Nos .. 38 fr. 26 Nos .. 16 fr.

Chèque postal : 520600, Paris 187-78

9, rue de Bondy (104)

Téléphone : BOTLARS 65-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

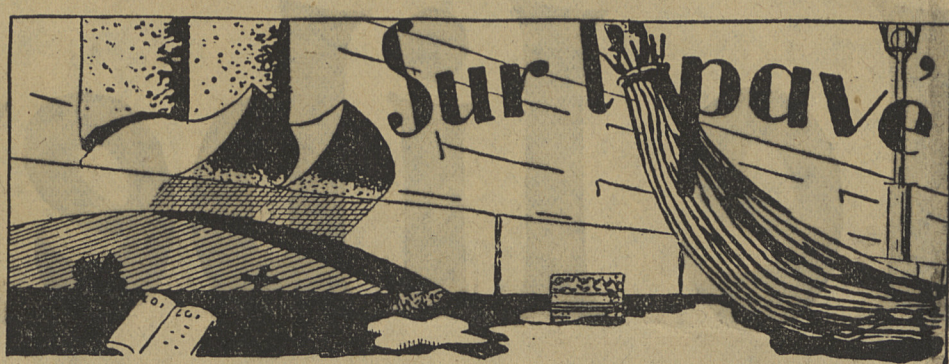
dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) le 193 ..

Ville : Adresse :

(1) Ecrire très lisiblement.



La Fête du "Lib"

Ah ! pour une belle fête, c'était une belle fête.

Il y avait, oui, d'abord, de la gaieté, le plaisir de se retrouver entre amis, et ce sentiment fraternel qui rend tous les visages souriants, ceux des jeunes, comme ceux des anciens.

Et, malgré la grande incertitude du temps, il y avait belle affluence dans la clairière des Quatre-Cèdres. Certes, nous aurions pu être plus nombreux. Mais ce sont les vacances, ces sacrées vacances tant maudites par certains.

Notre camarade Pepita Iglesias des Jeunes Liberales Ibériques, avait tenu à se joindre à nous, et put se rendre compte au cours de conversations avec divers camarades de l'unité des sentiments fraternels qui unissent les anarchistes français aux anarchistes ibériques.

La belle saison se terminant, hélas, nous ne pouvions que donner rendez-vous aux camarades aux fêtes mensuelles du Lib dont la première aura lieu le dimanche 3 octobre, en matinée, 10, rue de Lancry.

A LA MANIERE DE SIMONE TERY

L'organe communiste local, Le Travailleur d'Iry, reproduit dans un de ses derniers numéros une épître à Maurice Thorez qui vaut son pesant de flagornerie.

Qu'on en juge par ces quelques extraits :

L'Amicale des vieux travailleurs au premier député de France

Jeune et fort, orateur admirable ! Défenseur de tous les opprimés ! Du fascisme ennemi redoutable ! Et du peuple ardemment aimé !

Dans nos cœurs tu réveilles la flamme Par ta fougue et par ton ardeur !

Ta parole est un jet de lumière ! Qui détruit tous les faux arguments !

Nous suivrons le chemin que tu nous traces, Et qui doit nous conduire au bonheur ! Avec toi nous franchirons l'espace !

Le reste est à l'avenant ; on peut s'en passer ou s'en attrister, mais s'il est des pauvres bourgeois assez serviles pour fabriquer encore des émules du « Guide général... » que penser du triste panin qui abdique toute dignité pour se griser de cette pommade de mauvais goût ?

LES CHANSONS REVOLUTIONNAIRES

Un poète russe, jadis général, mais devenu depuis peu boukharino-trotskyiste, avait traduit en russe les paroles de la chanson : « Tout va très bien, Madame la marquise... »

Rien d'anormal à cela, direz-vous. D'accord. Mais où le comique commence, c'est dans la présentation qui en fut faite au public moscovite. Voici ce qu'écrivait le poète à propos de ses couplets :

« La foule joyeuse de Paris chante cette chanson en chœur, à l'adresse des fascistes et des bourgeois mortellement effrayés par la victoire du Front populaire. Nous sommes persuadés qu'elle sera aussi fredonnée chez nous. »

A part cela, on ne bourne pas le crâne au public russe !!!

LEGITIME REACTION

Le gouvernement de Front populaire manque du tact le plus élémentaire. Ayant hébergé des enfants réfugiés espagnols, n'a-t-il pas commis l'erreur de les faire surveiller par des gardes mobiles.

La vue des casques coiffant les gueules de brutes a rappelé de trop mauvais souvenirs aux gamins et sur une observation arrogante d'un des flics, quelques gosses lancèrent des pierres sur leurs antipathiques gardiens.

Contrairement à ce que vous pourriez penser, on n'a pas décidé de remplacer les gardes-chiourmes par des éducateurs. Les gardes mobiles sont toujours là et les enfants coupables de « rébellion » ont été transférés dans d'autres centres.

L'HERBE TENDRE

Le Merle Blanc s'étant privé au bénéfice du Canard Enchaîné de la collaboration de Chatelain-Tailhade, devait bien à ses lecteurs quelques explications sur ce transfert.

Le directeur Eugène Merle ne s'y dérobe pas, et c'est avec la plus parfaite bonne grâce qu'il nous apprend que son poulain l'a quitté, car « il a trouvé le gazon plus doux sur l'autre rive ».

De l'herbe verte pour lapin russe, comme dirait Jeanson.

Comme tout est relatif, tout de même ! Les prolots sont agités par les questions de beefsteak, les politiciens par la possession de « fromages ». Les journalistes indépendants se sont réservés le monopole des pâturages.

Seulement attention ! L'herbe séchée, c'est du foin, il nous semble ? Et ça pose tout de suite le problème des comparaisons désobligeantes,

INSINUATIONS

L'Euvre et l'Huma du 19 août ont bien fait ressortir à leurs lecteurs prolétaires que l'on avait trouvé lors de la perquisition effectuée chez Tzer-vintchicht, (l'assassin politique de la rue Denfert-Rochereau) des coupures du Libéraire. Evidemment, ça ne prouve absolument rien. Mais il eût été souhaitable que ces deux journaux le disent, au lieu de laisser le chemin libre à toutes suspensions.

LA CUREE

Casimir étant touché, et bien touché, (après avoir touché) tous ses ex-petits copains exécutent une danse du scalp effrénée autour de sa peu intéressante personne.

Ce n'est certes pas nous qui prendrons sa défense — nous devons même nous réjouir de la division qui règne entre nos aspirants dictateurs. Et il est assez plaisant de voir hyènes et chacals se boucher entre eux, pour qu'il n'en reste qu'un, le vrai, le super, et cela au nom de la propreté.

Mais la grande rivalité s'exprime « journalièrement », les Darblay et autres Béghin doivent se marrer.

CHARITE BIEN ORDONNEE

Dans Choc, le Camarade du Feu Sicé, donne des instructions pour le choix d'un chef. D'après lui, un chef digne de ce nom doit avoir toutes les vertus et qualités : désintéressement, intelligence, valeur morale, honnêteté, et représenter une valeur sociale supérieure.

Et il s'y connaît : c'est lui le chef des chefs, le président de l'association.

APRES LA COURSE...

Grande joie dans notre presse pro-fasciste, et grande déception dans l'autre. Ce sont les aviateurs italiens qui ont triomphé dans la course Istres-Damas-Paris. A cette occasion, nos journalistes de gauche, gôche, gôche, se sont découverts tels qu'ils sont : des nationalistes à tous crins.

Mais, pour eux, l'honneur de la France est sauve, car, si l'Amiot et le Cousinet avaient été fin prêts, vous auriez vu ce que vous auriez vu.

Pourvu que ça ne se traduise pas par une demande de crédits supplémentaires pour les mettre au point.

Pour permettre à tous la diffusion de nos idées, les Chansons de l'Avenir feront paraître en octobre prochain quinze inédits de Charles d'Avray.

LES GRANDS EVENEMENTS

Une communication de la plus haute importance vient de nous être donnée par la consœur Huma qui lui consacre une place de choix en 2^e page.

Il s'agit du mariage de Mlle Lebrun, nièce du président de la République française. Les travailleurs qui bénéficient des bienfaits de notre République Front populaire ne manqueront pas d'apprécier tout l'intérêt que comporte pour eux la copulation de la très distinguée nièce de notre président avec un représentant du sexe mâle.

Une raison de plus, pour l'Huma, qui publie le portrait en pied des heureux époux, de prouver son attachement à « l'Union de la nation française toujours plus grande, forte et heureuse... » en attirant l'attention sur l'exemple des deux nouveaux et distingués préposés à la procréation.

Monsieur Dubalal.

Veziar est sauvé, soutenons-le

Parmi ceux qui, un moment, se sont intéressés au bagnard Eliacin Veziar, nombreux sont ceux qui ignorent ce qu'est vraiment Veziar, plus nombreux encore ceux-là qui l'ignorent complètement.

Il faudrait le secours d'un grand talent pour décrire, sans la déformer ni l'amoindrir, la vie héroïque de celui qu'avec émotion et respect nous appelons notre camarade. Pour dire de sa prime jeunesse les premiers pas incertains, puis le développement heureux d'une réalisation qui s'affirme et qui, au milieu des pires épreuves, nous apparaît aujourd'hui parmi les plus nobles et les plus aimées.

En date du 26 juillet 1937, Veziar nous écrit : « La campagne du « Merle Blanc » et de la « Patrie humaine » m'a tout juste valu de connaître deux femmes de cœur qui m'ont manifesté une sympathie agissante dont je suis très touché. Cependant, je ne m'insurge pas contre l'indifférence ou la paresse de tous les autres. Notre pauvre nature humaine est ainsi faite : nous voulons tous faire de grandes choses, et puis le train-train journalier de l'existence nous fait accepter la vulgarité ambiante. »

La vie est dure, certes, mais bien plus dure est la vie héroïque.

Camarades, fixons un instant notre pensée sur le rare spectacle d'un homme dont l'attitude fait de lui un héros.

Veziar est malade dans son corps, il a besoin de soins, il a besoin de nous, de notre aide efficace.

Pour le Comité Veziar : Henri Guiraud.

On peut envoyer des fonds à Veziar Eliacin (poste restante), Guyane française, St-Laurent-du-Maroni, ou à Abel Chatellier, Grande-Rue, à Aïnarnas (France) qui transmettra.

La Politique Bolchevique en Espagne (1)

LE FRONT ANTICOLLECTIVISTE

Leur campagne se basait sur le respect de la petite propriété dont ils devinrent tout à coup, comme tous les régimes fascistes et semi-fascistes de l'Est de l'Europe après la guerre mondiale, les défenseurs acharnés. Ils réclamaient aussi la liberté d'option entre le régime communiste et le régime individualiste. Dans leurs journaux, dans leurs meetings, dans leurs congrès, ils s'élevaient contre les *collectivisations forcées*, donnant l'impression que toutes l'étaient. En parlant aux petits propriétaires, la Passionaria leur disait que les collectivités leur prendraient leur blé au moment de la récolte.

Les républicains, les démocrates bourgeois étaient aussi d'accord avec cette campagne, et les bolchevistes profitaient de la coïncidence pour peser sur la politique de ces partis. Et en même temps, les collectivités avaient contre elles un front unique composé de conservateurs (fascistes véritables), de démocrates républicains, de monarchistes — car il ne s'agit pas de tous disparus — de socialistes et de communistes. Mais à l'avant-garde, parlant pour tous, agissant pour tous, faisant sciemment le jeu de tous, prenant toutes les initiatives qu'ils déguisaient de démagogie opportuniste, se trouvaient toujours les communistes.

Et ils ne se contentaient pas de pousser localement à la résistance, de s'allier dans les villages aux anciens instruments des caciques, de se servir des sections locales de l'U.L.G.T., de faire se retirer les travailleurs qui leur répondaient des collectivités pour s'établir individuellement au nom de théories que l'école libérale elle-même n'aurait pas soutenues si énergiquement. Ils allaient plus loin.

Dans le centre de l'Espagne, dans les provinces de Guadalajara, de Tolède, de Ciudad Real, ils ont, avec l'appui des militaires, détruit, armés au poing, tout ce qu'ils ont pu sous le prétexte que les collectivités étaient forcées ; ils ont fait la même chose dans le Levant et dans la province de Tarragone, en Catalogne. Maintenant, ils s'attaquent à l'Aragon.

Or, le prétexte des collectivités forcées est absolument faux. Dans presque tous les villages collectivisés il y a une minorité d'habitants qui ont préféré travailler la terre individuellement. On leur a laissé celle qu'ils avaient, on leur en a donné quand ils n'en avaient pas. Souvent on leur a donné des semailles et des engrais, sûrs qu'en fin de compte ils reconnaîtraient que le travail commun est infiniment préférable. Il y a eu quelques abus, quelques erreurs. Quelle révolution n'en a pas commis ? Mais la règle générale d'esprit peut-être sans précédents dans les brusques transformations sociales.

Leur machiavélisme les a poussés à légaliser les collectivités. Par une de ces volte-face qui ne se comptent plus, ils se sont mis à défendre avec enthousiasme ce que la veille ils combattaient féroce. C'est que les collectivités étaient trop puissantes pour les détruire tout d'un coup, c'est aussi que venait la récolte et il fallait s'en emparer. Cela se fait beaucoup plus possible si la légalité justifiait toutes les interventions.

Puis, selon la vieille méthode qui consiste à pénétrer dans les organismes pour s'en emparer ou pour les détruire, cette légalisation, cette reconnaissance de l'excellence des collectivités donnerait l'occasion de s'abattre sur elles comme des nuées de sauterelles et de réaliser par le sabotage, le scandale, la calomnie, les luttes intestines, l'œuvre de dissolution que l'on poursuit.

Les « brigades de choc » qui en Catalogne dans le Levant vont « aider » les paysans à faire les récoltes n'ont pas d'autre but que celui d'une infiltration en vue d'un travail postérieur de destruction. Les journaux qui combattaient les collectivités publient maintenant des articles élogieux sur l'activité de ces « brigades de choc », des photos et des convocations. Mais d'autre part, avec l'aide

de la police, les destructions se poursuivent. Le cynisme est l'état naturel des bolcheviques.

LES AUTRES MEFAITS

Dire tous leurs exploits est impossible. Ils ont fait massacrer nos forces sur les fronts du centre, en les envoyant à l'attaque, systématiquement et pendant des mois munis d'armements insuffisants alors que la colonne internationale en avait, proportionnellement et pour des opérations identiques, infiniment plus. Del Barrio, qui commandait la colonne Karl Marx, a refusé d'envoyer les hommes qu'il avait promis, lorsque nos troupes étaient dans les premières maisons de Huesca, faisant perdre ainsi l'occasion de prendre la ville, causant la perte d'un grand nombre de vies infiniment précieuses. La montagne de Santa Quiterio, située dans le secteur de la colonne Karl Marx, dut être prise par nos forces, envoyées comme renforts, qui firent au dernier moment tous les frais de l'action tandis que les marxistes restaient dans les tranchées. L'aviation rouge laissa ensuite bombarder les nôtres par l'aviation fasciste, et la position fut perdue, comme tant d'autres, avec les meilleures forces de notre colonne internationale.

Ce sont les bolcheviques, certainement inspirés par Staline, qui ont imposé le ministre Negrin-Prieto, et l'on savait que ces deux personnages s'étaient toujours opposés aux achats d'armes souvent retenues et qu'il fallait décommander quand on en manquait partout. C'est à Prieto, qui a paralysé la marine de guerre espagnole, qui a été incapable de se servir de nos onze sous-marins, qu'ils ont confié tous les ministères de la guerre.

CRIME ET STUPIDITE

Où vont-ils, que veulent-ils ? Ce n'est certainement pas la révolution. Mais veulent-ils seulement la victoire sur le fascisme ? Il est permis d'en douter, malgré les armements importés de Russie. Car l'effondrement d'un front qu'on n'aurait pas par haine de parti peut faire tout s'écrouler. Et ils n'ont pas maintenant comme prétexte l'absence de commandement unique. Il y en a un responsable de l'échec de l'offensive sur Huesca, malgré l'abondance des armements. Ce qu'ils réclamaient dans l'ordre politique est réalisé : tout le pouvoir est aux mains du Gouvernement, ce qui n'a pas empêché la perte de la Biscaye, et une avance importante des fascistes dans la région de Teruel.

Mais ce qu'ils ont obtenu ne leur suffit pas. Ils veulent davantage. Ils veulent surtout notre extermination, la disparition complète de notre mouvement et des conquêtes révolutionnaires du peuple. Supposons qu'ils obtiennent. Cela pourra-t-il aider à vaincre le fascisme ? Non. Cela ne pourra que priver de ses meilleures forces la résistance contre Franco.

Ils jouent donc avec les possibilités de victoire, comme ils ont joué hier en empêchant de prendre Huesca, comme ils jouent en sabotant le front d'Aragon, ce qui retombe sur tous les fronts et peut produire des conséquences plus terribles que celles que nous avons connues.

Que poursuivent-ils donc ? Le savent-ils eux-mêmes ? En ce qui concerne la guerre, on peut tout supposer. Quant à la révolution, leur but est clair : ils veulent l'étrangler coûte que coûte. Ils veulent l'étrangler, même si pour cela il faut perdre la guerre. Ils préfèrent le triomphe du fascisme à celui des masses révolutionnaires. Sans avoir signé de pacte, ils sont tacitement d'accord avec Franco, en ce qui concerne le front d'Aragon, le priver d'armes et de munitions pour que l'armée fasciste extermine ses défenseurs.

Alors, après, déguisés en républicains, en démocrates, en anti-révolutionnaires, en partisans de l'ordre et de la propriété, les communistes stalinien ou leurs émissaires traitent et se mettent d'accord, avec les représentants du fascisme puisqu'on aura éliminé

(1) Voir le Libertaire du 19 août.

l'ennemi commun : la C. N. T. et la F. A. I. Seulement on risque fort de tout perdre. Et j'en arrive à me demander si le communisme stalinien est l'ordre le plus ignoble qui soit monté, avec le fascisme, à la surface des nations, ou l'imbécillité la plus surprenante, malgré l'habileté de manœuvres qui sont de second ordre, si nous prenons la vie comme synthèse, dans la perspective du temps.

Robert LEFRANC.

Certains de nos camarades, détenus depuis les événements de mai, viennent d'être relâchés. Par contre, la répression stalinienne gouvernementale continue à faire des coupes sombres parmi les meilleurs militants. En particulier, la presse espagnole observe un silence inquiétant sur le sort réservé à notre camarade Joaquín Ascaso dont nous avons annoncé la semaine passée l'arrestation et qui est inculpé de contrebande de bijoux.

Pour les contre-révolutionnaires stalinien et gouvernementaux c'est un crime d'avoir exproprié la bourgeoisie et d'en avoir négocié le produit pour se procurer des armes !

Gardons pour demain nos harangues !

Eh ! mon ami, tire-moi de danger, Tu feras après ta harangue.

LA FONTAINE (L'enfant et le Maître d'Ecole)

Invinciblement ces vers du fabuliste me reviennent en mémoire quand j'entends, de-ci de-là, s'élever contre nos frères d'Espagne, en proie à la plus tragique des situations, remontrances et critiques.

Il semble que, comme le pédant de la fable plus préoccupé de moriger l'enfant qui se noie que de lui tendre une main secourable, un certain nombre de camarades, d'ailleurs tous bien intentionnés, aient vu surtout dans la guerre révolutionnaire d'Espagne matière à exercer leur esprit critique et à démentir les erreurs, les fautes des anarchistes espagnols.

Pendant ce temps, toujours comme dans la fable, « l'élève s'enfonça »...

De quel droit allons-nous lui reprocher de se raccrocher à de frêles branches, à des ramures incertaines, nous qui de la rive n'avons pu lui tendre la perche solide de la solidarité qu'il implorait ?

C'est cependant ce qui s'est produit. Aujourd'hui on incrimine leurs violations de la doctrine — telle la participation ministérielle — sans vouloir tenir compte qu'à tort ou à raison ils y voyaient une aide possible pour se tirer mieux d'affaire. On ne voit pas non plus qu'à aucun moment nos camarades n'ont prétendu faire œuvre strictement anarchiste. Ils ont toujours au contraire déclaré qu'ils méritaient de côté provisoirement leurs principes pour faire bloc dans la lutte antifasciste. Aussi avant de dresser le bilan de leurs fautes et de leurs erreurs, on devrait toujours avoir présent à la mémoire l'écrasant dilemme dans lequel ils se sont trouvés dès le 19 juillet : ou lutter seuls, non seulement contre Franco, mais encore contre les républicains, les socialistes, les communistes, ou composer avec ces secteurs politiques qui s'affirmaient antifascistes.

Ils ont accepté le second terme du dilemme, car c'était pour eux une question de vie ou de mort. De ce premier jour, les compromis à eux s'imposaient avec d'autant plus de force qu'ils étaient quasi-isolés dans le monde. Ah ! certes, la participation ministérielle n'a pas donné les résultats escomptés. Mais encore un coup, est-ce leur faute ? Quelle force internationale fut capable de s'opposer à la pression formidable du stalinisme sur la guerre d'Espagne ? Sur quoi pouvaient-ils s'appuyer pour imposer leurs vues ?

Demain encore, sans doute, ils devront

Dans l'avant dernier numéro du « Libertaire », Rhillon passe en revue la nouvelle structure de la F. A. I. décidée en son dernier plénum de Valence. Au seuil de son analyse, il nous avertit que cette normalisation « a été saluée avec sympathie par la fraction du parti socialiste espagnol demeurée pure des atteintes du virus moscovite ». Soit, mais cet acte de légalisation qui aurait eu là-bas, paraît-il, un grand retentissement, a-t-il été salué avec la même sympathie par tous les ouvriers et paysans libertaires, et est-il susceptible de mieux servir la cause prolétarienne ? Nous le saurons sous peu sans doute.

Poursuivons, notre camarade nous avertit qu'il faut se placer pour comprendre l'é-

volution de la F. A. I. « dans des conditions telles que l'on puisse peser et juger objectivement ». Il est un fait, que l'honnêteté la plus élémentaire veut que l'on dépouille tout sectarisme et tout parti pris pour exercer un droit de critique indispensable à servir la cause de la révolution espagnole partant, de la révolution tout court.

La recherche de la vérité nous oblige à nous demander aussi si nos camarades espagnols n'ont pas péché par trop grande modestie ou sous-estimation de leur force, en craignant de « s'imposer » dès le début, d'exercer de ce fait une « dictature politique privée de tous moyens d'action ? ». Quoi qu'il en soit, ce sont eux qui subissent aujourd'hui la dictature stalinienne et sont entravés terriblement dans leurs moyens d'action !

Que les circonstances aient obligé la C. N. T. et la F. A. I. à faire des concessions qu'ils ont pu considérer comme *stratégiques*, j'en suis, pour ma part, convaincu, mais qu'elles se soient laissées tenter, duper par l'offre du pouvoir et l'aient acceptée, voilà ce que nous ne pouvons concevoir et que nous devons critiquer fermement. Notre devoir est de le faire dès à présent et ne pas laisser le soin, après l'histoire d'enregistrer purement et simplement, Soucieux d'aider, par tous les moyens propres, la C. N. T. et la F. A. I., je n'ai nullement l'intention de faire œuvre démagogique, incontestablement plus nuisible qu'utile. Par contre, nos camarades espagnols croient-ils qu'ils peuvent sous-estimer ou dédaigner éperdument les conseils, les avis, ou les critiques leur venant de leurs frères du mouvement anarchiste mondial ? Peuvent-ils se croire à ce point libres de mener leur lutte de telle sorte que les « oppositions doctrinales et philosophiques » puissent être négligées, voire sacrifiées aux « réalités tragiques » sans engager gravement l'avenir de tout notre mouvement ? J'accepte comme Rhillon que ce que nous formulons présentement ne soit que des avis. Mais au moins que les dirigeants C. N. T. - F. A. I. acceptent aussi de les prendre quelque peu en considération. Nous savons, bien sûr, qu'ils légitiment leur participation par des arguments qui leur paraissent solides et positifs, cependant qu'ils le semblent moins à nombre de militants. Ce qui est à craindre, c'est qu'après les journées de mai à Barcelone, après la répression féroce des stalinien qui suivit la « capitulation de commande », une désespérance s'empare aussi bien des ouvriers paysans révolutionnaires espagnols, que des ouvriers libertaires de France et d'ailleurs.

Il est évident qu'il ne sert à rien de désespérer. Il tombe sous le sens que tous les efforts des anarchistes doivent tendre à épauler sérieusement la C. N. T. et la F. A. I. et d'aider les événements à prouver la malhonnêteté du stalinisme. Cette volonté en nous, rien ne pourra nous empêcher de songer que jusqu'à aujourd'hui le puissant dynamisme de la F. A. I. était dû incontestablement à la particularité, à la mobilité et au courage de ses groupes d'affinités si peu soucieux de la légalité. Or, cette nouvelle structure, cette normalisation de la F. A. I. ne permet pas encore malgré tout, de prévoir des conséquences heureuses pour le mouvement anarchiste espagnol. Puisse nous nous tromper et puissent nos camarades ne pas avoir à regretter d'avoir, pour les besoins de la cause, substitué à l'héroïque F. A. I. un parti *anarchiste*. Pour eux, comme pour la révolution, souhaitons-le, sans parvenir à être trop optimiste.

R. MARTIN.

Association des Anciens Militaires Libertaires — Prochaine réunion le samedi 23 août à 20 h. 30, salle des Deux Hémisphères (angle de la rue du Château-d'Eau et de la rue du Faubourg Saint-Martin).

Pour tout ce qui concerne l'Association, écrire à Aubryon, au « Libertaire ».

Nouvelle structure organique de la F. A. I. (1)

(Suite et fin)

PORTÉE POLITIQUE DE LA POSITION REVOLUTIONNAIRE DE LA F. A. I.

Si la F. A. I. poursuit des transformations fondamentales dans l'ordre économique, dans le domaine politique, elle sent la nécessité d'affirmer le fédéralisme qui se confond avec l'histoire et la configuration géographique ibériques.

Par conséquent, elle aspire à la restitution de la péninsule à sa base spécifique, proposant pour intégrer le développement politique à ses caractéristiques naturelles : la Fédération ayant comme fondement la région géographique et son développement autonome, tant qu'elle n'engage pas le plein développement de l'ensemble, comme la contrée et la municipalité ; cellules naturelles de l'architecture péninsulaire, synthétisées dans la fédération des régions avec ses variétés de langues et coutumes.

LA F. A. I. A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR

Au moment de procéder à sa réorganisation, la F. A. I. affirme à nouveau ses postulats internationalistes. Elle luttera pour déraciner les préjugés de caste et de violence qui tendent à la domination d'un peuple par l'autre. Pour la même raison, elle se prononce expressément pour le respect et l'exaltation de toutes les valeurs morales, qui comprennent les traditions libertaires et les richesses artistiques, culturelles et scientifiques de la péninsule ibérique sans les confondre ni tomber dans aucune sorte de spéculation nationaliste.

Sans renoncer à notre droit d'influer sur la vie espagnole, la F. A. I. déclare que notre révolution

(1) Voir le Libertaire du 19 août.

PERSONNALITE ORGANIQUE DE LA F. A. I.

La F. A. I. en adoptant sa nouvelle forme organique sera composée de la façon suivante :

a) Groupement local dans les lieux de petite densité de population et suivant le degré de développement de l'organisation.

b) Groupements de quartiers et districts pour les grands centres urbains.

c) Fédérations locales de groupements de quartiers.

d) Département de tout groupement local de quartier, de district ou fédération locale, une commission d'admission agira dans le but que nous expliquons plus loin.

e) Fédérations régionales intégrées par les groupements locaux ou fédérations organisés dans la circonscription.

f) Fédérations provinciales, tant que subsistera l'actuelle division politique, intégrées à des fins purement politiques par tous les groupements et fédérations de chaque province.

g) Fédérations régionales formées par toutes les régions et localités faisant partie de la région.

h) Fédération Anarchiste Ibérique à laquelle adhéreront toutes les régions qui, géographiquement, font partie de la péninsule ibérique.

SUR L'ADHESION A LA F. A. I.

Tout camarade qui sollicite son adhésion à la F. A. I. enverra au groupement local de quartier ou de district, sa demande avalisée par deux affiliés effectifs. Une information sera ouverte sur chaque cas, et l'assemblée générale décidera de l'admission ou du rejet. Dans le cas de groupements de quartier, ceux-ci enverront les informations, et sa demande d'entrée à la fédération locale, pour que, complétées, l'on procède à la validation en assemblée générale.

Pourront être affiliés avec tous leurs droits :

a) Les militants qui actuellement appartiennent à la F. A. I. d'une manière normale.

b) Pourront entrer avec tous leurs droits ceux qui, à la vue des informations correspondantes, auront agi comme militants dans les organisations syndicales, culturelles, etc., à des fins anarchistes, avant le 1^{er} janvier 1936.

ADMISSION CONDITIONNEE

Ceux qui ne rempliront pas ces dernières conditions ne pourront acquiescer ni avoir de poste et

représentations avant six mois écoulés depuis la date de l'inscription.

Au cas où la conduite et les conditions personnelles du postulant pourraient intéresser la F. A. I. d'après l'avis d'un certain nombre de vieux militants, l'on ouvrira une nouvelle information dans laquelle ces camarades exposeront leurs raisons à appuyer le candidat, dont la demande alors sera portée à l'examen et à l'approbation de la fédération locale, ou s'il s'agit d'une zone rurale ou petits groupes de population, de la fédération régionale. Les groupements locaux et de quartiers seront régis par des comités nommés dans les assemblées générales.

Les accords des assemblées de quartiers seront seulement effectifs pour les problèmes concernant leur circonscription.

Les Comités des fédérations locales seront nommés en assemblées d'affiliés de tous les quartiers et les accords de ces derniers atteindront également tous les affiliés.

Les Comités de contrées, provinces, régions et péninsulaire seront désignés dans les congrès et Plénum convoqués à cet effet avec un ordre du jour préparé en collaboration de tous les groupements et envoyé d'avance pour étude.

CHARGES ET DELEGATIONS

Les comités de groupement local, de quartier et fédérations locales, se composeront d'un secrétaire général, d'un vice-secrétaire, d'un trésorier, d'un comptable et d'autant de membres que les circonstances l'exigeront, après accord préalable pris en assemblée générale. Chacun d'eux exercera les fonctions propres à sa charge. Il existera aussi une commission d'admission qui sera en contact avec le comité, mais répondra directement devant l'assemblée générale, ayant été nommée à cet effet.

Le comité aura la mission de nommer les commissions techniques spéciales qu'il jugera nécessaires pour son développement normal, en rendant compte de ces décisions à la première assemblée qui aura lieu.

Les charges seront renouvelées périodiquement par moitié chaque année dans les conditions que les assemblées détermineront, rendant compte aussi des travaux réalisés aux assemblées générales.

Les délégués de la F. A. I. aux charges publiques sont obligés de rendre compte de leur mission et de leur action aux comités, maintenant un étroit contact avec eux afin de suivre à tout

moment les inspirations qu'ils donnent pour chaque cas concret.

Tout affilié de la F. A. I. désigné pour occuper une charge publique, quel que soit le caractère de celle-ci pourra être déposé ou cesser d'exercer sa charge dès que les organes adéquats de l'organisation en décideront ainsi ; les comités sont également obligés de renseigner sur ce cas.

L'autorité maximum de la F. A. I. résidera dans les assemblées générales quand il s'agit de groupements locaux et Plénum et Congrès, quand il s'agit de fédérations de contrées, provinces, régions et péninsulaire.

Dans l'intervalle des Congrès le Comité Péninsulaire aura faculté d'orienter la marche générale de l'organisation répondant de ses actes devant les Plénum.

Les comités de contrée, province, région et péninsulaire seront nommés dans les congrès convoqués à cet effet. Ils comprendront secrétaire, trésorier et comptable directement désignés et le reste des formes et nombre qu'ils jugeront nécessaires.

Les groupements de quartiers et de districts dépendront administrativement de la fédération locale.

ORGANISMES AUXILIAIRES

Dans un but d'expansion et de propagande, l'on créera des groupes dans des centres de production et dans tous les autres lieux que l'on considère opportuns. Tous ces groupes seront en étroit contact avec les commissions correspondantes, suivant la ligne générale déterminée à chaque moment ; tous leurs affiliés devront appartenir à la F. A. I.

COMPLEMENT

Considérant les liens d'étroite affinité idéologique qui l'unit à la C. N. T. et à la F. I. J. L., la F. A. I. resserrera ses relations avec ces organismes maintenant les délégations communes avec ceux-ci et stimulant l'action d'ensemble de toute la grande famille anarchiste.

Valence, 7 juillet 1937.

Les Délégations Régionales du Centre, du Levant, de Catalogne, d'Aragon, d'Andalousie.

Note. — Prendre note que les Régionales d'Estramadure, du Nord et Asturies n'assistent pas au Plénum en raison des nécessités capitales imposées par la guerre.

TRAVAIL COMMUNISTE

(Suite de la 1^{re} page)

Ce service, car c'en était un, impliquait en retour l'abandon de certaine propagande qui représentait le traité de Versailles comme un travail de brigands propre à mettre tôt ou tard le feu à l'Europe. Radek qui est apparu depuis sous un jour si épouvantable, alors distributeur en pied d'une pensée bolcheviste, jetai feu et flamme contre le traité de Versailles. Soudain ce traité « monument d'iniquité », fut déclaré tabou. Radek déploya la même passion à le justifier, à le glorifier qu'il en avait mis à le déprécier et à le diffamer. A Moscou et par suite à Paris, de la *Pravda* à *L'Humanité*, le traité de Versailles n'eut que des apologistes et quiconque ne le considérait pas comme intangible était fustigé comme ennemi de la paix et condamné comme partisan de la guerre. Ça encore c'est du travail communiste.

c) Nous en arrivons au chef-d'œuvre. Herriot — encore lui — ayant fait une croisière en Soviétique à l'effet de se instruire du potentiel de l'U.R.S.S. et de se confirmer dans son idée qu'une alliance franco-russe en Europe, ferait contre-poids à des forces qui, à l'époque, n'étaient pas encore nées et qui auraient pu ne pas naître. Pierre Laval, successeur-continuateur de Barthou se vit presser de se rendre à Moscou pour y conclure ce qu'on a appelé le Pacte de l'Est, un pacte qui, en réalité n'était recevable à la S.D.N. qu'après de sévères retouches. Et ainsi qu'on pouvait s'y attendre, l'astucieux Auvergnat fit précéder son retour à Paris d'un ukase stalinien disant en substance ceci : « il importe, et je tiens à ce qu'il soit bien entendu, que la France élève ses armements à la hauteur de sa sécurité ». Ce qui signifiait que le parti communiste devait dorénavant s'appliquer à favoriser la course aux armements (et tout ce qu'il s'en suit) avec un zèle plus grand encore qu'il n'en avait dépensé jusqu'à là pour combattre le « militarisme bourgeois ».

L'injonction stalinienne fut naturellement obéie à la lettre, et très spectaculairement. La *Marseillaise* eut tous les honneurs des défilés, et le drapeau tricolore éclipa le drapeau rouge. On alla jusqu'à revendiquer Jeanne d'Arc, il fut même question de transférer le Pôlu inconnu des Champs-Élysées, à Charonne ou à Ménilmontant !

Or la conclusion du pacte dit de l'Est devait entraîner *ipso facto* le réarmement et la remilitarisation de l'Allemagne ; sa ratification, sous Sarraut, devait amener l'occupation de la zone rhénane et transformer l'Allemagne en usine de guerre. Ces ripostes hitlériennes devaient accentuer les manœuvres d'encerclement du Reich et ceci devait amener la conjonction Rome-Berlin, d'où est jaillie la guerre d'Espagne. Et nous ne sommes pas au terme. Si Léon Blum n'avait pas eu la sagesse de confondre sa politique avec celle de l'Angleterre, s'il n'avait pas eu la sagesse — et on ne lui a pas pardonné — de renvoyer aux calendes la conclusion des accords militaires que Moscou réclame avec insistance et sans manœuvres de chantage, nous ne pensions pas à une bonne petite guerre... Ça surtout c'est été du beau travail communiste.

Aujourd'hui donc est dupe du communisme, en France qui veut bien l'être. Je ne crois pas qu'aucun homme intelligent puisse observer vis-à-vis de ce parti, et vis-à-vis de toutes les œuvres qui en tous les domaines attestent de la présence de Moscou, une attitude autre que celle de la défiance et de la mise en garde.

La classe ouvrière, malheureusement, ne voit pas si loin. Moscou lui apparaît dans un mirage, au centre d'une nébuleuse, à travers l'écran d'une mystique faite d'ignorance et de fanatisme. La lumière ne parvient à percer que de place en place. Rien ne se réfléchit du dedans au dehors. Et dès qu'une ouverture paraît devoir s'élargir d'habiles techniciens, qui ne sont pas intégrés au Parti mais en surveillent les abords, des savants, des littérateurs, des artistes, des hommes de théâtre embusqués en des postes de confiance : Amis de l'Union Soviétique, Maison de la Culture, etc., etc., interviennent à tout instant pour calfeutrer les interstices. Et malheur à qui se réveille. Voyez Gide. Ah ! le travail est bien organisé. Il doit coûter terriblement cher. Mais qu'est l'argent au pays qui ramasse l'or à la pelle et où règne le stakanovisme !

Venons-en au travail du communisme en Espagne.

Deux observations s'imposent tout d'abord. La première c'est que la presse du Front populaire s'est tue au sujet des métamorphoses révolutionnaires profondes accomplies par le peuple à l'origine sous l'impulsion de la C.N.T. Il était manifeste qu'on ne tenait pas à confronter le cheminisme libertaire de la révolution espagnole avec l'évolution autoritaire et dictatorial de la révolution russe, laquelle, sous Staline, s'achève dans la boue et dans le sang. On ne tenait pas à intéresser les travailleurs de France, les 5 millions de travailleurs de la C.G.T. à une révolution qui n'est pas orthodoxe. Il ne fallait pas que la C.G.T. sous la poussée ouvrière, prit fait et cause pour la C.N.T. et la F.A.I. et affirmât sa solidarité par des actes qui eussent pu être décisifs. Or, il faut bien le dire, un fort courant se manifestait dans le prolétariat français pour marcher à fond avec l'Espagne révolutionnaire. Ce courant fut brisé ignominieusement. Il n'en est resté que les ultimes vibrations de la clameur d'ailleurs équivoque : « des canons, des munitions pour l'Espagne ! » clameur qui, tombant dans le vide, fut promptement éteinte.

La révolution espagnole fut étouffée du dehors et l'on reconnaît là la manœuvre de Moscou. Il ne fallait pas, n'est-ce pas ? qu'un pôle lumineux s'allumât de l'autre côté des Pyrénées. Un seul suffirait, celui qui, du Kremlin, illumine le pauvre monde.

Or, tandis que la révolution populaire espagnole était ainsi mise en quarantaine, asphyxiée sous la conspiration du silence et que les forts témoins et les grands comédiens du Front populaire donnaient le change

sur la réalité misérable de leurs intentions par des palabres et des gesticulations, le ministre Franco ayant conquis le Guipuzcoa sur des miliciens désarmés — et désarmés par notre Front populaire, l'histoire le démontrera — pouvait organiser en France, avec la complicité de l'administration, un réseau d'espionnage et des corps francs singulièrement actifs, s'approvisionner en vivres et en matériel de guerre, etc... sans avoir à souffrir le moins du monde d'un contrôle ouvrier. On laissait faire.

Une deuxième observation s'impose. C'est que lorsque la contre-révolution espagnole s'affirma dans les journées de mai, à Barcelone — elle n'a cessé depuis de progresser et de s'affirmer avec une violence accrue selon des procédés et avec des moyens d'importation stalinien — les organes de Front populaire s'en prirent d'abord aux anarchistes qu'ils accusèrent, selon la consigne moscovite, de provoquer des troubles à l'arrière, d'accord avec les trotskistes et en connivence avec le fascisme. Devant l'évidence des faits, devant l'attitude digne et fière de la C.N.T. qui en imposa même à ses pires ennemis, le mensonge ne fut pas soutenu, la calomnie ne trouva pas d'écho en ce pays. Mais, les mêmes organes de Front populaire, s'ils ne pouvaient mener campagne contre la C.N.T. et la F.A.I. se gardèrent de dévoiler l'œuvre de décomposition, de désagrégation, que le stalinisme accomplissait là-bas dans un but qui n'est pas encore élucidé mais qui ne tardera plus à l'être.

Je ne ferai pas l'historique de la contre-révolution stalinienne en Espagne et je ne m'appesantirai pas sur ses ravages. Il importe davantage d'essayer d'apercevoir comment la situation se résoudra.

La situation qui règne en Espagne gouvernementale est loin d'être brillante sous quelque aspect qu'on l'envisage. On doit considérer aujourd'hui la révolution comme à peu près liquidée. Staline est entièrement maître du jeu. Après l'échec de la démarche que le señor Giral a faite à Paris, en juillet dernier, il ne restait aux gouvernants de Valence qu'à se racrocher désespérément à Staline, plus exactement à lui passer la main pour la conduite de la guerre. C'est dans cette disposition d'esprit que le docteur Pascua, ambassadeur de Valence à Moscou a eu une entrevue privée, faveur rare, avec Staline. Et celui-ci lui aurait posé ses conditions. Voici, quelles seraient ces conditions, d'après *Le Matin* du 17 août :

1° Le gouvernement de Valence devrait subir le contrôle d'un nouvel attaché militaire qui, aidé de nombreux officiers et techniciens soviétiques aurait un droit de regard sur toutes les opérations militaires ;

2° Les commandements de Valence et de Barcelone auraient à appliquer une tactique élaborée par une commission de quinze observateurs soviétiques qui sont depuis fin juin en Espagne.

3° Pour lutter contre les anarchistes le gouvernement autonome du Guépéou de nouveaux collaborateurs parmi lesquels Samuel Brodsky, Michaël Kammer, et Antonio Bracas, trois spécialistes qui se sont distingués dans les pays américains de langue espagnole : Cuba, le Nicaragua, le Chili.

Moyennant quoi Staline garantirait la victoire sur le fascisme.

Le Matin ajoute que le Komintern serait remanié et réorganisé, notamment dans son dispositif financier afin de rendre son action plus souple et plus rapide.

Evidemment les informations du *Matin* sont sujettes à caution. Elles ne sont cependant pas invraisemblables. Elles s'accordent avec la ligne. Elles sont déjà confirmées par certains faits : torpillages à Londres du plan britannique et français, torpillages en Méditerranée et jusqu'aux Dardanelles de bateaux espagnols venant de Russie, constitution en Espagne d'une alliance des partis inféodés à Moscou avec un programme dictatorial et bien d'autres faits significatifs.

Le pacte de Moscou aurait été accepté en principe et le docteur Pascua qui est actuellement à Valence nous dit l'A.B.C. n'a sans doute pas quitté son poste par raison d'agrément...

Voilà donc à quelle extrémité le « gouvernement de la victoire », Negrin-Prieto, (car le gouvernement Caballero à participation anarchiste était le gouvernement de la défaite) se trouve réduit : s'en rapporter à Staline, se confier à Staline comme l'homme qui se noie se confie au sauveteur, se contenter de n'être qu'une façade, une façade qui ne peut faire illusion à personne, assister à la russification d'un peuple qui a la liberté et l'indépendance dans le sang, endosser devant l'histoire la responsabilité d'assassins individuels et collectifs, monnaie courante de toutes les dictatures, et peut-être, ce qui est pire la responsabilité d'une catastrophe qui mènera le vaillant peuple espagnol tout entier au tombeau.

Au point où en sont les choses, nous le disons d'une raison froide et objective, ce qui peut être sauvé de l'intérieur de l'Espagne, ne peut l'être que par la C.N.T. et la F.A.I. Sans elles tout s'écroulera. Avec elles ce qui peut être sauvé, sera sauvé, l'avenir sera réservé. Et quand la C.N.T. et la F.A.I. se proposent encore aujourd'hui à donner leur appui au triste gouvernement Negrin-Prieto, se proposent pour une participation directe, effective et s'efforcent de constituer un front antifasciste, il faut interpréter cette attitude, non pas comme un fléchissement ou une abdication mais comme le signe ému d'une volonté délibérée et réfléchie, et qui ignore la peur, de tenir jusqu'au bout, d'opposer une digue infranchissable aux flots roulants du fascisme.

Où la C.N.T. et la F.A.I. seront entendues ou Staline accomplira son travail.

Dans le premier cas il ne faudra pas désespérer d'un redressement. Dans le second c'est la catastrophe. Et cette catastrophe les plus inquiétants prodromes l'annoncent dès maintenant.

REILLON.

LE ROLE DE L'ÉGLISE

(Suite de la 1^{re} page)

Nos accusations ne sont pas portées sans preuves. N'a-t-il pas fallu aux éléments de la « gauche révolutionnaire », lors du Congrès tenu à Marseille par le parti socialiste, demander le renforcement de la lutte antireligieuse ?

Pourquoi donc ces éléments extrémistes et sans doute révolutionnaires ont-ils dénoncé les intrigues religieuses ? C'est que, dès l'avènement du Front Populaire, leur chef, Léon Blum, recevait en grande pompe le nonce du pape.

Ils ont aussi dénoncé la réception officielle accordée à Mgr Pacelli, et l'autorisation de ce défilé à Lisieux qui groupait non seulement des catholiques, mais aussi des représentants du Gouvernement appartenant à ces soi-disant partis prolétariens ou de progrès social.

Ils ont dû aussi s'élever contre l'Alsace « concordataire » où les ministres du culte émargent aux fonds de l'Etat. C'est Henri Guernut, ancien ministre de l'Education nationale, qui est aujourd'hui chargé de défendre les rapports de la République et de la papauté.

Il est, en cela, soutenu par tous les radicaux bien pensants et bons politiciens, il défend à son tour Léon Blum dans l'attention qu'il a accordée aux cléricaux, « sa manie de réunir dans un comité de l'emprunt l'évêque et le vénéral de la loge ».

Ainsi, on n'exécute pas cette collaboration du Gouvernement et du clergé, mais on l'approuve et on la soutient, c'est ce qui permet à la *Vie Catholique* de se féliciter de voir ses rentes à l'abri de la spéculation. Ce journal se lance dans un exposé financier particulièrement intéressant, qui dénonce lui-même ses rapports avec le capital plus important pour lui, n'en doutez pas, que la croyance religieuse.

Les relations clérico-gouvernementales sont approuvées au nom des intérêts patriotiques, sur lesquels sont bien d'accord tous les politiciens. Guernut insiste sur l'intérêt national que représente notre bonne entente avec le pape ; aux colonies et à l'étranger des œuvres françaises existent, tenues par des religieux et religieuses.

Ces éléments, français ou cléricaux, car on ne peut pas savoir ce qui compte le plus pour eux, l'intérêt patriotique ou la croyance religieuse, pourraient se laisser influencer par le « premier représentant de Dieu sur terre » et agir dans un sens contraire aux besoins de ceux qui défendent Guernut et tous les autres réactionnaires, le capitalisme français.

Le « Saint-Père » n'est-il pas d'autre part empué par Mussolini, qui s'efforce de lui enlever la direction de la jeunesse ? Le conflit religieux n'est-il pas à l'heure actuelle, en Allemagne, une des préoccupations les plus alarmantes pour la foi et la religion chrétiennes ?

Ainsi, avec l'aide du pape, des nombreuses relations cléricales en Europe, il serait facile d'amorcer la « lutte des démocraties contre le fascisme » pour laquelle ne se sont pas encore prononcés les « hommes de droite », mais à laquelle ils seraient les premiers en ligne.

Quand le *Journal des Débats* dénonce le marxisme comme « une doctrine subversive de l'ordre social, remplie d'erreurs, opposée à la raison comme à la révélation divine », c'est l'esprit communiste d'avant, c'est la tradition révolutionnaire, certes, pratiquée par d'autres, aujourd'hui, que les stalinien. Plus loin, l'auteur de cet article affirme que l'Eglise reconnaît l'idée de tolérance et qu'elle enseigne le pardon des offenses. Ainsi, les amis et serviteurs du « génial Staline » peuvent compter sur la mansuétude de leurs frères les curés, amis et serviteurs de tout ce qui est : « capital », ce qui leur permettra de s'entendre.

A propos des événements espagnols, l'hebdomadaire des dominicains, *Sept*, fait une grande enquête sur la situation des catholiques en Espagne. Le reportage nous est relaté par un certain Jean Reynaud qui, malgré sa partialité, ne peut s'empêcher de reconnaître certaines vérités. Les seuls ennemis qu'il reconnaît sont les anarchistes.

Il semble prêt à passer l'éponge sur les abus commis par les « gouvernementaux », mais non sur ceux commis par les anarchistes ; de reste, il constate « qu'une partie du clergé, et surtout un grand nombre de gens appartenant aux classes possédantes, ont méconnu la doctrine sociale de l'Eglise ».

De plus en plus s'affirment les possibilités d'une alliance entre ex-révolutionnaires, soi-disant communistes, éléments petits-bourgeois à fausse tendance de progrès social et les cléricaux dont les méfaits n'ont jamais été dénoncés avec assez de vigueur.

N'est-il pas exact que, la semaine dernière, la messe a été célébrée à Valence sous la protection des gardes d'assaut et des communistes, et avec la complicité de ceux qui se réclamaient, eux aussi, de l'anticléricalisme ?

Ainsi, ce que soit en Espagne, en France, dans d'autres pays d'Europe où le clergé n'est pas toujours sur la sellette, mais où il accomplit un travail souterrain, jésuitique, le danger religieux se fait menaçant. Pour ce qui nous regarde, la religion semble être la médiatrice suprême de la réconciliation nationale. Lorsque nous avons accusé le P. S. F. de tourner à gauche, nous aurions dû rappeler le tournant à droite pris par les partis de gauche.

Lorsque le Parti communiste réclame le « front français », les catholiques n'étaient pas exclus. Tous les nationaux et patriotes eussent été englobés, mais le clergé n'a pas encore assez de confiance en Staline.

C'est l'Eglise aidée du Capital qui tient et manie toutes les ficelles ; tous ceux que nous accusons ne sont que des pantins aux mains de ceux qu'ils servent, ce qui n'exclut pas le danger qu'ils représentent.

Révolutionnaires, antifascistes, pacifistes, le cléricisme est un danger capital. Dans toutes nos luttes, nous ne devons pas oublier l'ennemi principal. Serons-nous les coudes pour abattre la « religion, opium du peuple ».

P. SERVANT.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Lettre ouverte aux J.E.U.N.E.S.

L'amical polémique que nous avons eue voici quelques mois à cette même place avec les J.E.U.N.E.S. n'était pas épuisée. Nous recevons d'un membre de cette organisation la lettre que nous publions ci-dessous et qui semble manifester une opinion assez répandue dans les équipes.

Cette lettre reprend sous une autre forme les critiques générales que formulait notre camarade Ridel sur les buts (finax) et la propagande spécifique du mouvement J.E.U.N.E.S.

Nous espérons qu'émanant d'un militant de ce mouvement sa publication apportera à tous les camarades un éclaircissement supplémentaire qui ne sera pas inutile.

J.A.C.

IL FAUT SE REGARDER DANS UN MIROIR

Le mouvement J. E. U. N. E. S. croit être ce qu'il n'est pas. Il se croit révolutionnaire — et cela parce qu'il apporte une critique pertinente de l'ordre capitaliste — mais depuis quand mesure-t-on les révolutionnaires au bien-fondé de leur argumentation destructive ? Non, inutile, je vous entends : il découle de vos démonstrations lapidaires un plan constructif, le plan des plans de la société de demain, mais, encore, depuis quand mesure-t-on les révolutionnaires à la violence de leurs critiques et à la perfection de leurs promesses ?

Il ne faut pas s'armer des titres auxquels on n'a aucun droit et nous dénonçons celui de révolutionnaires aux J. E. U. N. E. S. tant qu'ils n'auront pas fait connaître doctrinalement à quels moyens pratiques ils entendent avoir recours pour réaliser dans les faits, l'économie distributive, comment ils entendent lutter contre les tenants de tous les systèmes économiques qui ne seront pas l'économie distributive, la seule qu'ils considèrent juste, l'économie de l'abondance. Il faut répondre à cela.

Toutes les divergences profondes entre partis de progrès trouvent leur origine dans la différence des moyens pratiques préconisés pour faire du rêve une réalité et c'est, nous croyons, à l'efficacité de ces moyens préconisés que l'on doit évaluer la position révolutionnaire d'un mouvement. Là, les enseignements de l'histoire sont précieux et quelques lois générales absolues s'imposent d'elles-mêmes.

De quelle mesure les J. E. U. N. E. S. sont-ils prêts à en faire usage ?

Un révolutionnaire doit accorder la première place à ces moyens pratiques car ils sont la clef de la victoire ou de la défaite.

La victoire c'est le but.

Le capital est devant nous tous ses défenses. Pour l'abattre, il faut le démanteler, qu'il n'est plus adapté aux temps modernes que vous avez l'intention de le vaincre ?

La guerre, le fascisme, la démocratie sont des produits capitalistes, êtes-vous prêts à les consommer ? ou à les détruire ? et comment ?

Il faut se connaître.

Ne pas se promener sans laisser la porte ouverte à toutes les méprises et à tous les mécomptes.

Il importe moins de savoir ce que l'on veut que comment on va l'obtenir. Vous savez ce que vous voulez certes, mais vous pensez trop peu aux moyens qu'il est indispensable d'employer pour l'obtenir.

Tant que nous ne connaissons pas la méthode de combat J. E. U. N. E. S. nous soutiendrons que J. E. U. N. E. S. ne doit être considéré que comme un cercle d'études économiques et dans ce cas il est inutile d'être organisé en formation de combat.

A moins que vous n'avez le désir d'être pris pour des défenseurs du capital.

Bernard SEJOURNE.

18^e équipe, J. E. U. N. E. S.

L'unité contre les deux ans

Voici le texte du communiqué de presse fait en accord avec les organisations ci-dessous soussignées.

Après plus d'un an d'existence du Front Populaire Gouvernemental, la jeunesse ouvrière se trouve placée devant une situation lourde de dangers. Les promesses de 1936 n'ont pas été tenues. Les deux ans ont été maintenus. Les budgets de guerre n'ont jamais été aussi élevés. Le Gouvernement de Front Populaire continue et renforce la politique impérialiste des gouvernements bourgeois passés.

La jeunesse ouvrière est particulièrement visée par les conséquences de cette politique impérialiste.

Devant cette situation, les organisations suivantes : J.A.C., J.S.R., J.S. (F.A.) ont décidé d'appeler les jeunes travailleurs à l'action contre la guerre et le militarisme :

1. Pour la lutte contre les deux ans ;

2. Pour la lutte contre la militarisation de la jeunesse et le projet Dézarnauds ;

3. Pour la lutte contre les illusions pacifistes et la S.D.N. qui est toujours « un repaire de brigands impérialistes ».

Pour nous l'ennemi principal reste notre propre impérialisme.

A BAS LA GUERRE ! A BAS LES DEUX ANS !

J.A.C. J.S.R. J.S. (F.A.).

CONVOCATIONS

C. I. de la Région Parisienne. — Réunion du Comité d'Initiative, à 21 h., le lundi 30 août, au « Libéraire ». Il est indispensable que tous les groupes de la R. P. envoient un délégué.

II^e, III^e et IV^e. — Réunion, jeudi 2 septembre, à 21 h., 44, rue des Archives.

XI^e. — Réunion jeudi 2 septembre, à 21 heures, 38, rue de la Roquette.

XII^e. — Réunion mercredi 8 septembre, à 21 heures, 219, Fg-St-Antoine.

XIII^e. — Tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV^e. — Tous les mercredis, à 21 heures, café Papillon, 36, rue de Valenciennes.

XV^e. — Réunion tous les mercredis, à 21 h., chez Orzel, 117, rue Saint-Charles.

XVI^e. Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvillier, 50, avenue des Moulins, Billancourt.

XVII^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, rue des Appennins.

XVIII^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au « Sans-Souci », 100, rue Ordener et tous les vendredis, à 21 heures, au « Petit-Trou », 83, rue de la Chapelle.

XIX^e. — Réunion mardi 31 août, à 21 h., salle Quelenec, 70, rue de Flandre.

XX^e. — Tous les mercredis, à 21 heures, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant.

Etudiants et Lycéens libertaires. — Permanence tous les samedis au « Lib ».

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 20 heures 30, salle Delreux, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Bagneux. — Réunion tous les vendredis, 20 h. 30, au 18, rue de la Lisette. Appel à tous les révolutionnaires.

Bicêtre. — Tous les mardis, à 20 h. 30, salle Lecocq, 50, avenue de Fontainebleau.

Bobigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Clichy. — Réunion tous les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, à 20 h. 30, au 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence du groupe J. A. C. tous les samedis après-midi, 5, villa Kreisser (rue de la Reine-Henriette), au « Groupe d'Etudes Sociales ».

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h. Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les 1^{er} vendredis du mois, 44, allée Montgolfier (Gargan). Et tous les 3^e vendredis, salle des réunions de la mairie.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois, à 21 heures, chez Aucourt, rue Boileau, à Yerres.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les premiers et troisièmes samedis du mois, à 21 h., salle Parthonnaud (Relat Forestier), au coin de l'avenue Pasiour et de la route Nationale.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h 30, salle de la Coopé, rue de l'Eglise, 11.

Nogent. — Tous les mercredis à 21 h. chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Adresser la correspondance à Marcel Funk, 2, place Séverine.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois, à 10 heures du matin, chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Chambery. — Tous les samedis à 21 h. au Bar Louis, rue de la Gare.

Grenoble. — Tous les mardis à 20 h. 30, café Maurice, 24 rue Tailleur.

Montpellier. — Tous les mercredis à 20 h. 30, réunion au local, 1, boulevard Bonne-Nouvelle.

Lille. — En raison des vacances le groupe se réunira le dernier jeudi du mois d'août.

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (Médiation Lyonnaise), 212, rue de Créqui.

Marseille. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Loucheur, Saint-Pierre.

Valenciennes. — Tous les samedis, à 18 h. 30 au siège, 3, rue Abel-de-Pujol.

Toulouse. — Réunion tous les mardis et samedis à 21 heures, 4, rue Tripière.

Oran. — Pour le groupe J.A.C. s'adresser au Centre de Divulgation Sociale, rue de la Mosquée, 12.

Adresser les communiqués (réunions et meetings) à Barzangette au « Lib », avant le lundi soir, dernier délai.

Adresser toute la correspondance concernant la Fédération J.A.C. à Ringear, 9, rue de Bondy.

Pour les règlements, utiliser le compte chèque postal Paris. R. Caron 963-75.

Les nécessités de la propagande exigent impérieusement de l'argent. Nous insistons auprès des trésoriers des groupes pour qu'ils régulent au plus vite cotisations et dépôts de matériel à Caron, trésorier fédéral.

La fédération J.A.C. vient d'éditer une nouvelle série de papillons gommés. Nous invitons les groupes à passer rapidement leurs commandes.

Ces papillons sont vendus 2 fr. le cent plus 15 % pour le port.

BIBLIOGRAPHIE SUR L'ESPAGNE

DURRUTI (biographie) une brochure illustrée 1 50

MAJORQUE SOUS LA TERREUR FASCISTE (4 mois de barbarie), une brochure 1 50

POSITION DE LA F.A.I. (documents) 0 60

LA C.N.T., LE GOUVERNEMENT ET L'ETAT (documents) 0 60

LA REVOLUTION ESPAGNOLE ET L'IMPERIALISME, par Jean Bernier 1 »

LA C.N.T. ET LES EVENEMENTS DES 3, 4, 5 ET 6 MAI, une forte plaquette 5 »

GEUX DE BARCELONE, par H.E. Kaminsky, un fort volume 13 »

SUPERBE ALBUM D'AQUARELLES de SIM (édition C.N.T., F.A.I.)

Prix : 10 francs, franco : 13 fr. 50.

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

PARIS XIII

Méthode Stalinienne

Pour empêcher la diffusion du Libéraire dans le quartier, les nacos et leurs sympathisants propagent qu'il est opposé au Front Populaire, nous sommes des fascistes. Maynard, qui appelle, a été sorti de chez moi pour être frappé par des singuliers révolutionnaires. Le lendemain, retrouvant l'insulteur de l'agression, je fus obligé à nouveau de me battre et ce même individu raconta sur le chantier à Rueil qu'il avait corrigé un libéraire. Je voudrais bien savoir si c'est par de semblables méthodes que le Parti communiste entend faire sa propagande ?

PARIS XX

De nouveaux éléments viennent à nous. Ce n'est pas le moment de les laisser tomber. Quoiqu'ils ne soient pas des militants, nous devons leur donner le plus souvent possible des réunions du groupe, car nous devons commencer l'organisation de la propagande pour cet hiver. Tous les mercredis, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant, premier étage, la J. A. C. avec les adultes.

Le Secrétaire.

GENTILLY

A propos de la retraite aux vieux et des pensions aux mutilés du travail

J'ai lu dans le « Petit Parisien » les articles où M. Elbel du Parti radical-socialiste expose ses suggestions à propos de la retraite aux vieux travailleurs.

Récemment, les mutilés du travail organisaient au Cirque d'Hiver un meeting pour le relèvement du taux de leurs rentes de 10 à 19 0/0.

Le ministre de la Santé publique, le député du ministère du Travail, M. Rucard et M. Elbel lui-même y étaient présents.

Leur attitude laissait penser qu'ils n'abandonneraient ni les mutilés, ni les vieux travailleurs.

Mais malgré l'avis favorable de la Commission de prévoyance sociale, ces messieurs n'ont fait aucun effort pour que le projet soit tout au moins soumis au Parlement avant son départ en vacances.

Nous sommes peut-être des naïfs d'avoir cru qu'un projet présenté par le chef d'un parti qui détient le pouvoir et notifié par le Parlement pouvait être immédiatement voté ; mais nous ne pensions pas que des compagnies d'assurances ou des messieurs ont leurs petits intérêts qui leur inspirent une zèle contraire. Aussi nous déclarons carrément que nous en avons assez vu nous ne voulons plus attendre.

Nous voulons que le projet soit repris immédiatement à la rentrée des chambres, et nous dénonçons tous ceux qui ne prennent intérêt à la misère du peuple que sous les braves qu'on recueille aux tribunes des meetings ou des congrès.

Nous voulons, pour les pensions aux mutilés et la retraite aux vieux travailleurs, un fonds de gestion autonome géré par les pensionnés et retraités et la connaissance de leur cause mettra à même d'assurer le bon fonctionnement de ces organismes aujourd'hui par des profiteurs et des incapables.

Canet, Président de la Section des vieux travailleurs de Gentilly.

GROUPE INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD (L'Hay-les-Roses)

Vendredi 20 août se tenait à la maison commune, une réunion publique et contradictoire sur : Ce que veulent les anarchistes. Devant une cinquantaine de camarades, Berger, Montell de la Banlieue-Sud et Frémont de l'U. A. définissent la position anarchiste et les mesures à prendre, face aux trahisons des chefs politiques du Front Populaire, les auteurs, longtemps trompés par les plans et promesses électorales, comprennent que seule l'action directe et révolutionnaire est capable de leur conserver ce qu'ils ont arraché sans le secours du parlementarisme et nécessaire pour poursuivre leur émancipation. La réunion, vu la saison, fut un succès pour nos idées. Aucune contradiction et il est à remarquer la sympathie croissante pour l'anarchie. Que les ouvriers enfin éclairés viennent à nous ensemble nous imposerons la victoire de la logique libérale sur toutes les utopies politiques. Prochainement réunion à Villejuif sur le même sujet. Pour le « Lib » et les adhésions, s'adresser au camarade Villain.

Le Groupe de l'Hay.

SECTEUR SUD

Réunion du Secteur le samedi 23 août, salle de la Mairie, au Kremlin-Bicêtre. Les camarades des groupes de Charenton, Ivry, Vitry, l'Hay-les-Roses, etc., XIII et V arrondissement sont priés de venir nombreux, vu l'importance de la propagande à organiser dans le secteur.

Castillon.

PALAISEAU

Mœurs de politiciens

Le fait que nous allons relater met en lumière les méprisables mobiles qui conduisent certains élus municipaux à renier leur mandat et ce qui se cache derrière les phrases grandiloquentes des bonhommes à faux-nez du national-communiste.

Palaiseau, charmante localité de la vallée de Chevreuse n'a pas échappé aux méfaits de la crise engendrée par notre doux régime d'exploitation capitaliste. Elle a, elle aussi, ses chômeurs. Mais la municipalité de l'endroit, parcimonieuse de ses deniers, est à l'effort du moindre prétexte pour retirer le secours élémentaire du aux travailleurs en chômage.

C'est ainsi qu'elle a, pour quelques temps supprimé l'allocation de chômage à un travailleur de 68 ans, le prétendant devenu incapable à tout travail, et lui signifiant qu'il relèverait désormais de l'assistance aux vieillards et toucherait la formidable somme de 100 francs par mois. On a même été jusqu'à solliciter un certificat de complaisance d'un médecin qui par malheur pour elle a concédé à la parfaite aptitude au travail du camarade intéressé.

Colère du maire et de ses compères du conseil municipal qui s'entêtent à vouloir considérer comme un vieillard impotent un camarade en parfaite santé pour réaliser leur cupide opération.

Bref, devant les lenteurs intéressées de la municipalité, qui rendit toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique, notre chômeur réduit à la plus grande misère eut l'idée de s'adresser au député Jacques Duclos qui vient une fois par mois entretenir l'atmosphère de sa circonscription électorale. Au moins avec celui-là, pensait-il, ça va marcher rapidement.

De fait, Duclos avait pris note et promis d'in-

tervenir promptement. Hélas ! plusieurs mois ont passé et notre chômeur attend toujours des nouvelles de Jacques Duclos, sans doute préoccupé par l'élaboration du programme national-communiste en vue des prochaines élections cantonales, n'a pas jugé utile de s'arrêter à ce cas insignifiant.

Aussi sommes-nous en droit de souligner qu'il y a loin du verbalisme démagogique des leaders nacos en faveur des vieux travailleurs à la réalité.

Entre ses intérêts électoraux qui lui commandent de ne pas contrarier les élus municipaux de sa région et le droit à la vie du chômeur, Duclos a choisi l'écrasement du chômeur.

Mais les travailleurs de Villejuif, eux, ont leur mot à dire.

SARTROUVILLE

Samedi 21 août, le groupe libéraire avait organisé une réunion publique et contradictoire concernant les événements d'Espagne. Nous pouvions nous réjouir du succès obtenu.

Nombreux furent les camarades qui, après avoir entendu les exposés de Frémont, Servant, Mounier, un camarade du J. A. C. et du camarade Le Maner, du groupe, nous manifestèrent leur sympathie. Chacun promit de lutter vigoureusement pour abattre le régime capitaliste et lutter aussi contre ceux qui ne vivent qu'en spéculant sur la crédulité humaine. Les « cocos » sortirent de la salle le sac bien garni. En somme, une bonne propagande pour notre groupe.

Le Groupe.

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Souscription en faveur des Combattants espagnols

Recettes. — Paul Hugnet, 75 fr. Total des listes précédentes, 4.867 fr. 50. Total général, 4.942 francs.

Le Comité remercie tous les donateurs. Chaque camarade prenne ses responsabilités sur les événements espagnols, quant à moi, j'ai pris les miennes il y a longtemps.

Abel Châtellier.

ANNECY

Balade champêtre

Les camarades d'Annecy et de Chambéry organisent une balade champêtre à Verrier-du-Lac (Annecy) vers le milieu de septembre. La date précise sera donnée dans un prochain Libéraire.

Les camarades d'Aix-les-Bains, Chambéry, Grenoble, Voiron, Thonon, Annemasse, Genève, Faverges, Megève, etc., sont priés de se mettre en relation avec le camarade Tavernier, 1, bd du Cardinal-de-Brogny, Annecy, qui donnera tous les renseignements nécessaires pour cette balade.

COMMENTRY

Le bourgeois Lingot ne badine pas avec ses esclaves. Tout en ignorant les premiers principes humains, ce bon monsieur n'oublie pas de prier chaque dimanche pour le repos de son âme.

Dernièrement, notre camarade Cérés a été congédié pour le motif suivant : production insuffisante. Nous qui connaissons ce copain pour un bûcheur nous sommes bien contents d'apprendre qu'il professe nos idées.

Camarades de chez Lingot, vous devez être de vous solidariser avec notre camarade. Ce n'est pas l'envie qui manque à certains, mais à cause du manque d'entente. Cérés fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Alors, camarades unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Adhérer au groupe anarchiste de Commentry, 6, avenue Edouard-Vaillant.

Pour le groupe : Marcel Colin.

ORLEANS

Alors que le Front Populaire est devenu ce que nous avions prévu depuis longtemps, un organisme de collaboration avec la bourgeoisie, et l'état-major, que nous voyons les ex-révolutionnaires soviétiques faire abstraction de leur idéal de lutte de classes pour devenir les larbins d'une politique de collaboration qu'ils n'osent discuter, nous voyons leurs chefs, lesquels, hier encore, s'élevaient contre les généraux assassins, lécher les bottes des galonnards et des politiciens qu'ils traitaient, il n'y a pas si longtemps, de fascistes, social-traites et vendus.

Le parti socialiste, dans la grande majorité, n'est plus qu'un organisme réformiste de collaboration de classes, complice de l'état-major et des marchands de canons par le vote d'un budget militaire sans cesse en augmentation. Alors qu'en Espagne les communistes et certains socialistes tentent de briser l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière par l'emprisonnement et l'assassinat des meilleurs militants révolutionnaires.

Face aux reniements, aux capitulations des partis politiques, il appartient à la classe ouvrière de dresser un barrage, barrage composé de tous ceux, révolutionnaires, syndicalistes, pacifistes qui considèrent qu'il n'y a pas de lutte contre le fascisme sans lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Camarades, contre le fascisme, qu'il se réclame de la Roccue ou de Thorez, contre le capitalisme, l'état-major, la guerre, le cléricalisme pour la réalisation d'une société plus juste, plus libre, adhérer à l'Union Anarchiste, aux Jeunes Anarchistes.

Pour tous renseignements et adhésions, les demander au vendeur du « Libéraire » tous les dimanches matin, sur le marché ou au siège de notre groupe.

Le Groupe.

VALENCIENNES

Les anarchistes sympathisants à l'U. A. et lecteurs du « Libéraire », de Valenciennes et de sa région, sont cordialement invités à la réunion mixte avec les jeunes qui aura lieu le 5 septembre, à 10 heures du matin, au siège de la Jeunesse Anarchiste-Communiste, 3, rue Abel-de-Pujol, à Valenciennes.

Ordre du jour : Constitution du groupe d'adultes et projet de réunion publique à Valenciennes. Les adultes sont priés de faire l'impossible pour assister à la réunion.

FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE DU VAR

Droit d'Asile et Front Populaire

Il fut un temps, qui n'est pas très éloigné, où les socialistes, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, se joignaient à nous pour réclamer le respect du droit d'asile aux exilés politiques, qui se trouvaient parfois violés par certains gouvernements contre les anarchistes, syndicalistes, socialistes et communistes.

Maintenant que le parti socialiste est aux leviers de commande avec plusieurs ministres et sous-ministres, il ne respecte pas ce droit d'asile qu'ils qualifiaient de sacré autrefois, mais descend plus bas que les Laval, Tardieu, Doumergue, etc., etc.

Le voilà qui lance l'ordre d'expulsion contre les Anarchistes.

A Toulon, un camarade Espagnol se voit conduire à la police d'Etat et on lui notifie un ordre d'expulsion immédiat, alors que ce camarade est établi sur la place depuis de nombreuses années ; deux autres camarades Italiens se voient notifier le même ordre d'expulsion avec un délai de huit jours et un autre de

1 ou 2 mois. Motif absurde : ont combattu le Front Populaire.

Près de Toulon, à la Seyne, tous les camarades connus pour leurs idées libertaires, sont arrivés qu'ils seront expulsés s'ils continuent à combattre le Front populaire. Motif grossier et comique, car connaissant ces camarades, n'ayant pour la plupart commis qu'un seul crime, celui d'exercer la solidarité entre exilés politiques, et envers ceux qui ont cru faire leur devoir en allant combattre le fascisme international en Espagne et aux côtés même de socialistes et de communistes, mais n'ayant pris aucune position publique ni pour ni contre le Front populaire.

Mais on cela devient typique, c'est quand ces expulsions sont prises à la suite de démarches du Parti communiste de la région.

Honte !... pour le parti communiste pour ces démarches aussi malpropres qu'ignominieuses, honte !... encore pour le parti socialiste qui a entre ses mains le ministère de l'Intérieur et se laisse entraîner à des rancunes de partis contre les exilés politiques, quelle que soient leur nationalité ou leur opinion révolutionnaire, contraindre de leur pays d'origine, leurs amis, leurs familles, pour ne pas subir les effets de la même autoritarisme.

Alors, les socialistes sincères de la base, car j'espère qu'il y en a encore, allez-vous laisser vos ministres saboter ce droit d'asile et assassiner ce qui reste du véritable socialisme qu'ils risquent bien de déshonorer pour toujours.

Alors, les Anarchistes, allez-vous laisser vos chefs et vos dirigeants, contre cet arbitraire des féons de la politique qu'il nous faut dénoncer partout et à toute occasion.

Pour la Fédération Libéraire du Var : Le Secrétaire.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immortalité du mariage, par René Chaughli.

La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.

L'Anarchie, par Elisée Reclus.

Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

L'A. B. C. du Libéraire, par Jules Lermina.

Malthus et l'Anarchisme, par C. L. James.

Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure.

Les endormeurs, par Michel Bakounine.

L'Education de demain, par C. A. Laisant.

Propos subversifs, par Raoul Odin.

La Poste religieuse, par Jean Most.

La Loi et l'Autorité, par Kropotkine.

Communisme et Anarchie, par Kropotkine.

A mon frère le paysan, par Elisée Reclus.

La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin.

Le droit à la Paresse, par Paul Lafargue.

A bas les morts, par Girault (suivi de Le Culte de la charogne).

Les Capitalismes en Guerre, De Brie à la Ruhr, par Rhillon.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

Pages d'histoires socialistes, par W. Tcherkessoff.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.

Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonard.

A bas les chefs, par J. Dejaques.

Les Trois Complices, par René Chaughli.

Réponses aux paroisses d'une croyante, par S. Faure.

Les propos subversifs de Sébastien Faure : La Bourgeoisie, La Pourriture parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et l'Autre.

La Femme, L'Enfant, Les Familles nombreuses.

Les Métiers Haisables, Les forces de la Révolution, Le Chambardement, La véritable Rédemption, chaque brochure 0 fr. 60.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.

Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albion.

La Question Sociale, position de la question, par P. Kropotkine.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Rynier.

La Femme Esclave, par René Chaughli, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la docteresse M. Pelletier.

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Travail-Argent, par Rhillon.

Le Salarial, par Kropotkine (suivi de A Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastier.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Le Pape, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grieffuels.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

Le Front Populaire, les sources de l'éloquence, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

BROCHURES DIVERSES

Pourquoi je ne crois plus en Dieu, par E. Chappelier (120).

L'Etat, son rôle historique, par Pierre Kropotkine (130).

L'Anarchie, par Enrico Malatesta (120).

Les secrets des Jésuites (Monita Secreta), précédés d'une étude sur l'organisation actuelle de la compagnie de Jésus, par André Lorulot (prix, 2 fr.).

L'Homme et la Divinité, conférence contradictoire par Benito Mussolini (prix, 2 fr.).

Une victime des Jésuites : Francisco Ferrer (son œuvre, son procès), par André Lorulot (prix, 1 fr. 25).

L'Homme ne vient pas de Dieu, mais du singe, par E. Haekel (prix, 1 fr. 50).

Poésies contre Dieu (notice de M. Dommanget), par Sylvain Marechal (prix, 1 fr.).

Le Cris du Vatican, par Victor Hugo (prix, 1 fr.).

Contre les Dieux (préface de Gérard de Lacaze-Duthier, par Laurent Tailhade (prix, 1 fr.).

Dictionnaire des Athées, par Sylvain Marechal (prix, 1 fr.).

Absurdités et atrocités de la Bible, par G. Brocher (prix 1 fr. 25).

Le Célibat des Prêtres et la Confession des Femmes (préface de Han Rynier), par Paul-Louis Courrier (prix 1 fr. 50).

Le Christianisme et l'Eglise, par Proudhon (prix, 2 fr.).

Les Va-Nu-Pieds, par Léon Cladel (prix, 1 fr.).

Pierre KROPTOKINE

L'ANARCHIE

Sa Philosophie. — Son Idéal

Nouvelle édition : 1 fr. 50

En vente au « Libéraire »

LA VIE DE L'U. A.

FEDERATION PARISIENNE

LE PROCHAIN C. I. AURA LIEU SAMEDI 28 AOUT

Les vacances sont terminées, tout au moins pour la plus part d'entre nous. Il nous faut dès maintenant nous remettre au travail sérieusement pour le développement de notre propagande. Que tous les groupes se fassent un devoir de se faire représenter au prochain C. I. de la région parisienne, qui aura lieu samedi 28 août, au local du « Libéraire », à 21 heures.

LE SECRETAIRE.

Commission administrative. — Réunion lundi 6 septembre.

II, III, IV arr. — Prochaine réunion jeudi 2 septembre, 21 h., 44, rue des Archives. Ordre du jour très important. Tous les camarades devront être présents.

V et VI arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Aragnan, 22, rue Broca.

XIV arr. — Pas de réunion vendredi, la réunion aura lieu samedi matin à 10 h. chez Parpillon, 36, rue de Vanves. Causerie par un camarade.

XV arr. — Tous les vendredis, à 21 h., chez Ortel, 117, rue Saint-Charles.

XVI arr. et Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis, à 21 h., chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulineaux, à Billancourt.

XVII arr. St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Appenins.

XVIII arr. Montmartre. — Tous les mercredis à 21 heures au « Sans-Soucis », 100, rue Ordener.

XVIII arr. Chapelle Goutte d'Or. — Réunion tous les vendredis à 21 h., « Au Petit Trou », 83, rue de la Chapelle.

XIX arr. — Présence indispensable de tous les adhérents du Groupe jeudi 26 août, à 21 heures précises, Salle Le Quélenec, 70, rue de Flandres. Questions urgentes.

XX arr. — Tous les mercredis, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant (1^{er} étage).

Secteur Sud. — Samedi 23 août à 20 h. 30, salle du Bas, mairie de Bicêtre. Tous les adhérents de ces groupes doivent être présents.

Asnières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Mesnil, vente du « Libéraire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Aulnay-sous-Bois. — Réunion vendredi 3 septembre, à 21 h. 10, rue Jules-Simon. Présence de tous les camarades est indispensable.

Bagneux. — Tous les lundis, à 20 h. 30, café Véron, 150, rue Aristide Briand, à Bagneux.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libéraire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbusse.

Bobigny. — Tous les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, salle Costes-Bougnat, 42, av. Edouard-Vaillant.

Canton de Charenton. — Réunion le 26 août à 20 h. 30, chez Moureaux, à Alfortville. Le « Libéraire » est toujours en vente rue du Pont, à Saint-Maurice et place des Ecoles, à Charenton.

Champigny. — Le « Libéraire » est en vente Maison Gaignon, à côté de la Mairie.

Clamart. — Le « Libéraire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Glichy. — Réunions tous les 1^{er} et 3^e lundis de chaque mois, à 20 h. 30, au 22, rue de Paris.

Colombes. — Permanence au Groupe d'Etudes Sociales, 5, av. Kreiser (rue de la Reine-Henriette). Tous les samedis après-midi.

Courbevoie. La Garance. — Tous les camarades sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 3 septembre à 20 h. 30, salle

“ Patrons, soyez des patrons ! ” dit C.-J. Gignoux.

OUVRIERS, SOYONS DES OUVRIERS !

Restons sur le terrain de la lutte de classe, face aux “ unisseurs ” de la nation française, qui trahissent les intérêts du prolétariat !

INDÉPENDANCE DU SYNDICALISME

Dans les organes qui traitent la question : “ Le Libérateur ”, “ Syndicats ”, “ La Voix Syndicaliste ”, l'organe de la Fédération des Travailleurs du Livre : “ l'Imprimerie Française ”, etc., etc., que de flots d'encre coulent où l'on se confine à exiger des “ cocos ” le respect de l'indépendance du syndicalisme.

Lors de la scission syndicale, au congrès de Saint-Etienne, en 1921, il était aisé de discerner que les divisions de la classe ouvrière n'existaient qu'autant que les “ bergers ” qui les menaient n'avaient pas peur des mots — étaient eux-mêmes divisés.

Or, à la suite de ce Congrès, sortit la C. G. T. U., plus tard, nouvelle scission entre communistes et anarcho-syndicalistes qui composaient la nouvelle C. G. T. Ces derniers donnèrent naissance aux syndicats autonomes, fondèrent des unions autonomes et enfin, en désespoir de cause, la C. G. T. S. R. voyait le jour.

Quant aux dirigeants communistes, n'ayant pu obtenir la mainmise sur les syndicats, ils demeurèrent dans leur C. G. T. U., qui devenait “ bluffant ” sur l'unité syndicale. On sait par quelles pures difficultés l'idée d'unité fut son chemin. Bref, c'est aujourd'hui chose faite : les communistes ou plutôt les unitaires (si l'on considère que la majorité des membres de la C. G. T. U. n'étaient pas de cette opinion, mais la subissaient) sont rentrés dans la vieille maison de la C. G. T.

Les précédents n'autorisaient nullement à croire que c'était seulement l'unité de la classe ouvrière qu'on cherchait. C'était une erreur, et c'est encore une erreur de le croire actuellement. Un seul but guide les communistes stalinistes : l'unité syndicale sur le terrain syndical, l'unité politique sur le terrain politique en intriguant pour avoir la mainmise sur le tout. L'unité de la classe ouvrière : une “ faiblesse ”, à quel bon est-ce que cela est nécessaire, puis-je la dictature sur le prolétariat y suppléera admirablement en dernier ressort.

Au Congrès de l'U. D. de la Loire où j'ai déclaré ce que l'on vient de lire, j'eus le don de mettre en fureur nos bons “ nacos ”, surtout quand j'appréhendis qu'au prochain Congrès de la C. G. T. l'incompatibilité des fonctions syndicales et politiques soit supprimée et que, par ce fait, le syndicalisme deviendrait politique en France, donnant naissance au fascisme, tout comme en Allemagne et en Italie, malgré le nombre imposant des millions d'adhérents.

Je ne me suis jamais fait d'illusions là-dessus, et les circulaires que le secrétaire de la C. G. T. Jouhaux envoie aux fédérations, aux unions départementales pour maintenir l'unité n'ont d'autre but — si nous nous laissons faire — qu'à nous faire taire et permettre ainsi la mise en tutelle du syndicalisme par les partis politiques.

Déjà, le soutien qu'apporte la C. G. T. U. au Front Populaire donne une idée du but que l'on poursuit. Ce n'est même plus la collaboration de classes, c'est la fusion de classes. Le syndicalisme devenant un moyen politique servira de frein aux aspirations du peuple, des travailleurs, des exploités pour le plus grand bien de nos ennemis séculaires : la bourgeoisie, et le clergé.

Notre devoir à nous, défenseurs de l'indépendance syndicale, est donc de dénoncer aux travailleurs le but réel des communistes stalinistes, sans nous soucier des injures et des calomnies dont ne manqueront pas de nous gratifier ces agents zélés de la contre-révolution.

Nous aurons pour récompense l'appui de la majorité des travailleurs conscients, et cela doit nous suffire pour mener à bien l'émancipation des travailleurs qui ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » dans la Liberté.

E. Soullier,
Secrétaire de la 46^e section du Livre
(Saint-Etienne).

LA VOIX DES CHOMEURS

DU MANDAT

Le livre troisième du Code civil, titre treize, traitant les articles ayant trait au mandat, il y est écrit que le mandat est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Il y est spécifié que le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat : le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre, le pouvoir de faire est limité à l'accomplissement du mandat tant qu'il en demeure chargé et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution. Il est responsable des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Si ces textes n'avaient qu'une valeur relative, voire même symbolique, selon les cas, si la justice était la justice et non la protection par la répression, ce qui n'est pas du tout la même chose, il serait peut-être possible aux pauvres couillons d'électeurs désillusionnés d'actionner devant les tribunaux “ compétents ” la pléiade de politiciens qui, au nom du Rassemblement populaire, a pris tant d'engagements, qu'il ne souvient plus du tout, mais qui devait assurer au peuple le pain, la paix et la liberté.

Le pain n'a jamais été aussi cher.

La paix n'a jamais été si troublée.

Quant à la liberté, elle ne se manifeste que par le maintien des privilèges assurant aux riches la liberté d'exploiter les pauvres, aux riches la liberté d'asservir les faibles. Le mandat des élus syndicaux, confortablement installés dans leurs foyers, font figure de bouddhas depuis qu'ils ont eu l'insigne honneur de s'asseoir dans les confortables fauteuils de l'Hôtel Matignon. Ils ont, en fait, renoncé à l'exercice de leurs mandats. On ne peut pas tout faire à la fois ! Songez un peu, camarades syndiqués, que vos dirigeants participent aux conseils du gouvernement soit directement, soit par le truchement de l'Intérieur ou du Travail. Ils sont invités à siéger à la Banque de France, à l'Office du Niger, au Bureau International du Travail, au Conseil supérieur économique, etc., etc.

Quant aux dirigeants de l'Union des Comités des Chômeurs, ils exercent leur mandat comme

AU CARREFOUR

Le syndicalisme ne doit pas être le vassal du Front populaire

Le Peuple du 20 août publie la sténographie de la partie de la discussion qui, au C.C.N., a porté sur l'indépendance syndicale.

Une remarque s'impose. Tous les orateurs, aussi bien Frachon que Dumoulin, Belin que Racamond, ont été d'accord pour réclamer l'indépendance du mouvement syndical, et reconnaître la nécessité d'une union totale des forces ouvrières.

Cette union doit être réelle. Le prolétariat, — s'il ne veut pas courir à un échec — doit être uni pour aller à la bataille. Il faut qu'il soit pour sauvegarder les avantages conquis dans les luttes de juin 1936. Il faut qu'il soit pour révaloriser son pouvoir d'achat qui a été fortement diminué par l'augmentation du coût de la vie ; pour faire respecter les 40 heures et les congés payés ; pour imposer le contrôle ouvrier et étendre les attributions de ses délégués ; pour, enfin, se préparer à la lutte finale.

L'union est facile à réaliser au bureau, au chantier, à l'usine où rien ne sépare les ouvriers, que de petites querelles non pas pour une politique, mais pour des politiciens.

Elle est possible aux champs, pour peu que l'on veuille s'occuper un peu plus des intérêts des ouvriers agricoles et un peu moins de ceux des soi-disant petits propriétaires.

Les partis politiques peuvent se désunir, les cartels électoraux peuvent se rompre, les gouvernements soi-disant de Front Populaire, glisser

vers la “ concentration républicaine ”. Cela n'aura que peu d'importance si le prolétariat reste uni.

Mais il faut choisir. Ou faire que le mouvement syndical soit indépendant de tout parti et de tout gouvernement (indépendant ne veut pas dire ennemi) ou le lier à un rassemblement électoral dont il ne sera que le vassal.

Le choix semble facile. Il est regrettable qu'un militant, secrétaire de l'Union la plus importante de France, Hénaff pour dire son nom, vienne déclarer au Congrès de la Fédération du Papier-Carton : “ Celui qui ose parler contre le Front Populaire, devrait se rendre compte que sans le Front Populaire, nous n'en serions pas où nous sommes ; sans le Front Populaire, les syndicats ne seraient pas parvenus à faire reculer le patronat comme nous l'avons fait. L'UNITÉ DU MOUVEMENT SYNDICAL DÉPEND DE L'UNITÉ DU FRONT POPULAIRE ” (Peuple, 22-8).

Et voilà ! Et c'est un militant syndicaliste qui dit cela. Je ne crois pas qu'il y ait un seul politicien pour mépriser aussi ouvertement l'action syndicale autant que le fait Hénaff. Et si demain la C.G.T., constatant que le gouvernement de Front Populaire non seulement ne vient pas au secours du gouvernement espagnol de Front Populaire, mais encore lui interdit d'acheter des armes en France ; si demain la C.G.T., constatant que le gouvernement de Front Populaire

livre à Franco 600 tonnes d'alumine pour lui permettre de fabriquer des explosifs (Huma du 22) décidait, pour ne pas être complice, de quitter le Front Populaire, Hénaff l'accuserait de rompre l'unité du mouvement syndical ! Si demain la C.G.T., constatant que M. Bonnet, ministre du Front Populaire, au lieu de faire payer les riches, augmente les tickets de métro et d'autobus de 33 %, augmente les timbres, le tabac, les 3^e classes en chemin de fer, les transports, augmente tout ce dont usent les gueux, décidait, pour ne pas être complice, de rompre avec M. Bonnet, son parti, et le Front Populaire qui le soutient, Hénaff crierait à la trahison.

Ce n'est pas de cette façon que l'on unira le prolétariat. Ce n'est ni sur le terrain politique ni sur le terrain électoral. Dans la brochure “ Patrons, soyez des patrons ”, M. C.-J. Gignoux déclare : “ Nous défendons le capitalisme parce que nous le croyons seul capable d'assurer le progrès économique et social de la nation ”. M. Gignoux nous indique notre tâche. Nous devons nous unir sur le terrain syndical pour combattre le capitalisme parce que nous savons qu'il est la seule force qui s'oppose à notre libération et à notre émancipation totale.

Et on ne combat pas le capitalisme, en s'unissant dans des Fronts, dits populaires, avec ceux qui en sont les plus ardents défenseurs.

CAM.

SOUS LA CISAILLE

Devant l'exploitation réactionnaire du conflit soutenu au dernier C.C.N. par la colonisation stalinienne du syndicalisme, Jouhaux tente, dans un éditorial du Peuple du 21, de dissuader toute inquiétude en assurant que “ la collaboration la plus fraternelle ” régit dans la vieille maison.

Ici nous ne serons pas dupes mais il est assez piquant de voir le Temps du même jour, complètement infodés aux puissances d'argent, commenter les déclarations du secrétaire confédéral et donner des leçons d'indépendance en dénonçant les machinations communistes.

La paille et la poutre quel ?

Au Congrès du Papier-Carton, Racamond s'est félicité de l'accession au pouvoir du Front Populaire. Ainsi, dit-il, “ les militants des syndicats sont reçus par des dirigeants politiques et peuvent discuter avec eux d'égal à égal ”.

Ca nous fait une belle jambe, pensera-t-on, et pour ce que rapportent ces conversations qui débutent à l'entreprise, se poursuivent dans les ministères, se continuent par l'arbitrage et ainsi de suite, sans autre résultat que le grignolage des avantages obtenus, nous préférons aux satisfactions d'amour-propre des syndicalistes de gouvernement, celles plus substantielles conquises en juin 36, et où, lors des occupations d'usines, nous pouvions plus avantageusement discuter “ d'égal à égal ”.

Le Syndicat des Métaux de la région parisienne organise, à grand fracas, un voyage en U.R.S.S. afin de montrer aux prolétaires de France le décor savamment entretenu du “ paradis soviétique ” et où, soigneusement escortés, ils seront gardés de toute impression désagréable.

Contre cette duperie, maintes fois dénoncée nous mettons les militants en garde. Mais, puisque le Syndicat des Métaux est dans ces dispositions que n'organise-t-il un voyage en Espagne afin de faire connaître à ces mêmes prolétaires les réalisations spécifiquement ouvrières, celles-là, des collectivisations industrielles et paysannes de l'Étranger, de la Catalogne, avant qu'elles ne soient étouffées par la contre-révolution stalinienne.

Il ne manquera certes pas de candidats, malgré les risques, mais gagnons que nous attendrions longtemps cette réalisation. C'est en tous cas une suggestion que nous soumettons aux cochons de payants.

La formidable industrialisation soviétique, si elle accroit le potentiel du surarmement, la publicité tapageuse autour des exploits des prolétaires soviétiques n'obligent nullement à conclure en faveur de la libération prolétarienne en U.R.S.S., ainsi que voudraient le faire croire les stalinistes français.

L'Huma qui nous annonce que les ouvriers ayant travaillé à la fabrication de l'avion en détresse de Levanesky seront condamnés pour sabotage, accepterait-elle que le même sort soit réservé à ceux d'ici dans les mêmes circonstances ? Les exécutions qui ont suivi des accidents de chemin de fer en U.R.S.S. sont-elles de regrettables précédents qui doivent inciter à la vigilance la classe ouvrière internationale.

C'est hélas encore de l'U.R.S.S. qu'il est question quand, de Moscou, une dépêche Radio nous annonce que 38 officiers de la flotte de la Baltique viennent d'être arrêtés et condamnés à des peines diverses pour avoir, lors du couronnement du roi d'Angleterre, laissé les marins aller à terre et causer librement avec les marins d'autres nationalités. On signale également qu'un retour plusieurs révoltes éclatèrent à bord du “ Marat ” et que de nombreux marins désertèrent à Memel et à Tallin. Sans doute, ceux-ci étaient-ils satisfaits du régime ?

A propos de l'Exposition, certains journaux réactionnaires prennent leur revanche sur l'Huma qui les accusait de mener campagne pour empêcher les étrangers de venir en France à cette occasion. Sa statistique des visiteurs, disent-ils, indique que si les Allemands sont venus assez nombreux, les Italiens se sont fait rares mais ce qu'il convient de signaler c'est l'absence quasi totale de Russes.

Multitude de l'Huma qui ne sait que répondre, car, si les congés payés y sont, comme on nous l'assure, largement répandus, pourquoi les spécialistes de la publicité de l'U.R.S.S. n'organisent-ils des voyages en France. Ce serait là une excellente propagande que de réceptions enthousiastes aux travailleurs “ libérés ” viendrait fructifier avec leurs frères encore soumis à l'exploitation capitaliste.

Pourquoi, sinon, que l'on craint de ces contacts des surprises désagréables ? nous posons la question.

Les travailleurs des services publics ont tenu un meeting au Gymnase Japy. Entre autres revendications, ils ont réclamé, pour la 1^{re} fois, l'application intégrale de la loi d'amnistie par la réintégration des révoqués. Pour ce faire, ils réclament la création d'une commission placée sous l'autorité gouvernementale.

Les travailleurs des services publics sont bien bons s'ils comptent sur cette procédure pour obtenir satisfaction. Pas plus que le gouvernement Blum, le gouvernement Chautemps, qui continue le Front Populaire, qui lui-même avait cette revendication en tête de son programme, ne saurait la leur donner.

Au surplus, les travailleurs de Brest et de Toulon ne leur avaient-ils pas indiqué la manière de se passer des politiciens ?

Dans les boîtes et sur les chantiers

DANS LA BANQUE

Nous apprenons par les journaux que M. Georges Bonnet, ministre des Finances a inauguré dimanche à Dinard la maison de vacances des employés de Banque et de Bourse.

Cette inauguration fut l'occasion d'un discours qui est déjà un bilan de l'expérience Bonnet. On se passe de la pomnade. “ Le portefeuille des bons d'Etat s'est révalorisé de 20 %... le marché de Paris a témoigné d'une remarquable résistance... le Trésor est libéré d'une partie de ses échéances... etc. ”.

Mais le portefeuille des employés de Banque ne s'est malheureusement révalorisé que des 3 à 8 % d'augmentation accordés par le surabondant de M. Bonnet, leur résistance est à bout et l'échéance de la grève ne tardera pas à s'imposer.

Et en quel honneur le bureau syndical a-t-il introduit cette ganache dans une maison payée avec les sous des employés ?

Et à quel correspondant ces affiches qui prétendent légitimer les responsables du sabotage de nos salaires si l'on invite le principal responsable à faire chez nous sa parade de foire.

En juin 36, les responsables syndicaux ont saboté nos salaires de base. En juin 37 pour une augmentation de la vie de 30 % ils nous obtiennent 5 %. Dans nos sous-sections syndicales on affiche comme mots d'ordre de la C. G. T. “ Du calme, de la discipline, pas de grève ”.

Et pour reconnaître à M. Georges Bonnet les visites qu'il accorde si gentiment à son Ministère, on l'invite à parader sur nos planches.

La prochaine fois on paiera le coup à MM. Brunaud, Duchemin et aux régents.

Il y a dans la Fédération des employés quelques “ anticommunistes ” on le sait. Est-ce à eux ou aux sous-off de Staline que nous devons ce beau coup.

Félicitons Capocci, Lemaire, Pineau, Boulanger et les autres pour ce geste de courage à l'actif de l'indépendance syndicale.

L'ECHEC DE LA GREVE DES BOUEUX DE BOURGES

A Bourges il existe une société “ La Berruya ” pour l'enlèvement des ordures. Les ouvriers ne voyant rien venir pour les 40 heures décident de voir le directeur. A l'entrevue le directeur menace le secrétaire du syndicat et un délégué de les mettre à la porte s'ils insistent pour faire 40 heures ; aussitôt, réunion du syndicat, et devant la menace de renvoi, la grève est décidée : grève trop rapide qui, au bout de 8 jours est un échec. Le directeur renvoie donc le secrétaire du syndicat et le délégué.

Aucun soutien de l'Union locale ; on a laissé des jeunes camarades se débattre tout seul. Résultat, perte de 27 syndiqués.

Les syndicats de Bourges sont influencés par les communistes.

Il se doit en période estivale. Ils ont pour devise : “ Rien faire et laisser dire ”. C'est bien commode, en vérité ! Ils auraient bien tort de se gêner et de ne pas profiter de la mansuétude ou de l'indifférence des comités locaux. On est chômeur ou on ne l'est pas ! Si les chômeurs faisaient une action quelconque, ils ne seraient plus tout à fait chômeurs et ne pourraient plus revendiquer en tant que tels. Les chômeurs ont bien les dirigeants qu'ils méritent, ils auraient tort de se plaindre. Je me permettrais pourtant d'aider financièrement à leur réflexion. Que les mandats qu'ils confèrent dans l'avenir à leurs responsables inamovibles soient constitués de papier de soie souple, doux et résistant. C'est si commode et cela leur fera tant plaisir !

H. GUEFFROY.

AUX CHANTIERS DU CHEMIN DE FER A GOUSSAINVILLE

Vers le 1^{er} juillet, commençait des travaux sur la voie qui longe notre localité où environ 150 camarades étaient occupés.

A cette époque-là ils touchaient comme tarif horaire la somme de 7 fr. 20, alors que le tarif syndical, tarif arraché par l'action de juin dernier, est de 9 fr. 10.

Spontanément, nos camarades se mirent en grève pour réclamer ce qui était leur juste droit.

Il est inadmissible qu'il ne reste encore en lutte contre le patronat par leurs camarades camarades, alors que la grande majorité se fait encore complice de ceux qui nous font crever à petit feu.

Il est encore plus inadmissible que ces “ regards ” appartiennent à la C. G. T.

Que pensent nos camarades syndiqués d'un tel état de choses ?

Je fais un appel à tous les camarades de la voie ferrée pour rejoindre les vrais syndicalistes ains que, dans un effort suprême, on chasse à jamais ce patronat rapace et ces étres haïssables que l'on appelle les “ jaunes ”.

AUX MAGASINS REUNIS

Depuis le 12 juillet dernier les lock-outés des Magasins Réunis attendent leur réintégration.

On se souvient que le conflit avait éclaté à la suite du refus opposé par le personnel à la direction qui prétendait faire récupérer le 14 juillet.

Durant le lock-out les pressions habituelles furent exercées à domicile par leurs reconduites, par les chefs de rayon auprès des éléments les plus vulnérables afin de dissocier le mouvement. Enfin, après un racolage en règle par le syndicat professionnel qui avait installé son bureau de recrutement chez une voyante, 62, rue de Malte, où on embauchait à des salaires inférieurs, la direction rouvrait ses magasins laissant 207 employés sur le pavé.

Certes, au début du conflit la solidarité ouvrière n'a pas fait défaut, tant pécuniaire que dans les manifestations du samedi qui gagnaient en ampleur et devaient, bien conduites, faire reculer les patrons.

Mais la direction syndicalo-Front populaire veillait. Par ses promesses d'un arbitrage rapide et favorable elle réussit à faire abandonner la tactique d'action directe des manifestations du samedi par lesquelles elle se trouvait débordée.

Devant ces dispositions conciliatrices la direction patronale a fait dernièrement les propositions suivantes : reprise immédiate de 80 lock-outés et les autres au fur et à mesure des besoins ; c'est-à-dire jamais.

Mais les employés lock-outés des Magasins Réunis ne furent pas dupes. Appelés à se prononcer sur la proposition patronale, ils viennent, par un vote secret, de se prononcer à l'unanimité de 171 présents pour la rentrée en bloc ou pas du tout.

En conséquence, l'arbitrage continue et peut durer longtemps encore. Les lock-outés des Magasins Réunis qui viennent de faire preuve d'un si bel esprit de solidarité et de persévérance dans la lutte méritent d'être soutenus.

Il faut réorganiser l'aide financière à leur égard pour leur permettre de tenir. Il faut enfin en venir aux méthodes d'action qui auraient dû être appliquées dès le début du conflit, c'est-à-dire aux grèves de solidarité s'étendant à tous les magasins de nouveautés, seul moyen de déterminer une solution rapide.

Aux employés de comprendre leur devoir de classe.

LAGRANGE.